

# Vo

SEPT. - OCT. 1990

226 / 3,50 \$

## LE MOUVEMENT ÉTUDIANT À L'HEURE DES CHOIX

**LE SIDA**  
TREMBLEMENT DE TERRE

**RCM**  
LA FIN DES ILLUSIONS

DOSSIER: QUÉBEC 1970-1990

**LA CRISE D'OCTOBRE:**  
un appel à la révolution sociale



UN INVESTISSEMENT - UN ACQUIS - UNE NÉCESSITÉ

# L'ÉCOLE PUBLIQUE :

UNE RESSOURCE COLLECTIVE  
À SAUVEGARDER



Alliance des professeurs  
et professeurs de Montréal (CEQ)

## souscription publique



**20 ième anniversaire  
des mesures de guerre  
et de l'occupation du Québec  
par l'armée canadienne**

En solidarité avec OCTOBRE CHAUD,  
je souscris la somme de \_\_\_\_\_ \$

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

tél.: \_\_\_\_\_

Chèque  Mandat  Comptant

Informations :

Pierre Vallières ☎ 514 523-1409

Adresser votre souscription à:

**OCTOBRE CHAUD**, local 323  
1212, rue Panet, Montréal, Qc, H2L 2Y7

PHOTO: L. WEISSMANN

12



34



PHOTO: LUC QUINTAL (COURTOISE AGEUQAM)

8

TRIBUNE LIBRE	4
ÉDITORIAL	5
TÉMOIGNAGE	7
ENTREVUE	8

### La crise du mouvement étudiant

Le mouvement étudiant est en crise. En particulier, les gens sont tannés du traditionnel discours pur et dur véhiculé par l'ANEEQ. Que sortira-t-il des remises en question actuelles, à l'heure de la lutte contre le dégel des frais de scolarité?

DOSSIER	12
---------	----

### La question nationale, 1970-1990

Vingt ans après la Crise d'octobre et l'occupation du Québec par l'armée canadienne, le débat sur l'avenir du Québec a repris de plus belle. Mais contrairement à 1970, les porte-parole du mouvement souverainiste, pressés d'en finir avec le carcan fédéral, ont mis le projet social sous le boisseau. Quel contraste entre le momentum d'octobre 70 et celui de l'après Meech!

VIE ET CULTURE	25
----------------	----

### Un théâtre issu du quotidien précaire

SUR LA PLANÈTE	28
----------------	----

### Tien An Men, un an plus tard

EN MOUVEMENTS	34
---------------	----

### Le RCM, entre lobbyistes et militants

COURANTS D'ESPOIR	38
-------------------	----

### Le sida, un tremblement de terre

BANDE DESSINÉE	26
LIRE	27
CHRONIQUE INSOLENT	31
QUESTIONS D'AMÉRIQUE	32
QUÉBEC EN COULEURS	33
TOUR DU QUÉBEC	37
LIRE - PARUTIONS NOUVELLES	41



## VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur auteurs-es.

**Conseil d'administration:** Jean-François Aubin, Esther Champagne, Guy Desmarais, François Gervais, Louise Lafortune. **Directeur:** Gilles Dugal.

**Rédacteur en chef:** Pierre Vallières. **Journaliste régulier:** Jean Robitaille. **Comité de rédaction:** Danielle Beaulieu, Nancy Burrows, Nicolas Calvé, Jean-Guy Casaubon, Josée Desrosiers, Mark Fortier, Claude Hardy, Monique Tremblay, Myriame El Yamani. **Membres des sous-comités et collaborations régulières:** Judith Archambault, Martin Boisvert, Richard Bonnetto, Nicole Brais, Miriam Charbonneau, Louise Desmarais, David Forcier, Danielle Forest, Jean Forest, François Gervais, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Daniel Laprès, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Karlène Lauzon, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Stéphane Pomainville, Jean-Hughes Roy, François Saillant, Élyse Tremblay, Pierre Viau. **Comité de financement:** Gisèle Bégin, Jean-Guy Casaubon, Réjean Mathieu.

**Comptabilité, abonnements, traitement de texte, recherche visuelle, et montage:** Daniel Legault. **Photographe:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie. **Impression:** Imprimerie d'Arthabaska inc.. **Distribution:** Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513.

**Fréquence de parution:** 6 numéros par an  
**Photo page couverture:** René Beaulieu  
**Montage page couverture:** Conception GF Inc.  
**Grille de tarifs:**  
Abonnement individuel: 18\$/an ou 32\$/2ans  
Abonnement institutionnel: 25\$/an  
Abonnement de soutien: 25\$/an  
Étudiant ou sans emploi: 13\$/an  
À l'étranger (par avion), individuel: 23\$/an  
À l'étranger (par avion), institutionnel: 30\$/an  
Un numéro seul: 3.50\$ + 1.17\$ en frais de poste

Les articles de la revue VO sont inscrits dans le répertoire analytique d'articles de revues *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec. ISSN 0849-035X. Courrier de deuxième classe, enregistrement no.0220. Parution: no.226, 1er septembre 1990.

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7  
Tél: (514) 523-5998

## Tribune libre



### UN APPEL À LA POPULATION

*Toute la société est concernée par le dégel des frais de scolarité. Et la société, c'est vous. Vous qui avez des enfants, qui travaillez, qui êtes sur le chômage ou qui bénéficiez de l'aide sociale, il faut vous demander ce que la société de l'an 2000 vous réserve si le projet du ministre Ryan est mis en application. Regardons la croissance du nombre d'itinérants-es dans les rues de Montréal, de la délinquance chez les adolescents-es, de la toxicomanie, de la prostitution, du suicide et de la violence sous toutes ses formes.*

*Pour remédier à ces problèmes, il faut non seulement une scolarisation plus adéquate afin de trouver des solutions rapides, mais aussi l'accessibilité à l'éducation, car les jeunes bénéficieraient ainsi de plus de culture et d'encouragement. La culture permet un comportement plus humain et la scolarité est à la base de cette culture.*

*Le dégel des frais de scolarité provoquera l'abandon d'au moins 5% de la présente population étudiante aux niveaux collégial et universitaire, c'est-à-dire plus de 20 000 étudiants et étudiantes sur le marché du travail, où se trouvent déjà des jeunes sur le chômage pour qui il n'y a pas de place; 20 000 chômeurs et chômeuses de plus condamnés-es à une dégradation progressive, à la mise au rancart et à une marginalisation face à la société!*

*Le choix du gouvernement, irresponsable et dévastateur pour la société, est, pour beaucoup d'entre nous, une condamnation qui nous écarte du droit de vivre, une barrière nous empêchant d'atteindre les buts que nous nous sommes fixés, la destruction de nos vies individuelles entraînant des problèmes pour toute la société...*

*C'est donc un appel à la population que nous lançons:*

**Mobilisons nous! Contre le dégel des frais de scolarité**

**Pour nous aider parce que cela nous concerne tous et toutes!**

*Pour plus d'information ou si vous voulez donner votre appui, téléphonez à l'Association Générale Étudiante des Sciences humaines, Arts et Lettres de l'UQAM au (514) 987-7042.*

Photo de la page couverture: Michel Gravel (courtoisie La Presse)

# LA DÉMAGOGIE DU CONSENSUS

PIERRE VALLIÈRES



ROBERT FRÉCHET, AGENCE STOCK



PHOTO: HORADIO PADINE, AGENCE STOCK

**Q**uand elle se réchauffe comme maintenant, la question nationale fait spontanément le bonheur des souverainistes de toutes tendances, aussi bien à gauche qu'à droite. Mais plus encore elle stimule les politiciens qui en vivent. Car ils espèrent que la fièvre populaire, à nouveau rallumée, les conduira rapidement à la direction des affaires de l'État.

Malheureusement, la hâte politicienne a trop souvent pour effet d'exclure des débats publics la majorité de la population, par ailleurs invitée par les chefs de partis à discuter largement, et bien sûr *démocratiquement*, de leur avenir collectif.

## HORS DES PARTIS, PAS DE SALUT!

Depuis l'échec des discussions finales (et fort peu transparentes) autour de l'Accord du Lac Meech, les

éloges spécieux de la démocratie et du «peuple souverain» n'ont pas manqué. On a, avec raison, énergiquement condamné le huis clos opaque des dernières discussions constitutionnelles. On a proposé que désormais l'éventuel statut politique du Québec (indépendance, souveraineté-association, néo-fédéralisme...) soit discuté sur la place publique par tous les groupes et les individus qui le désirent.

Bref, on a dit vouloir passer du conclave à l'agora.

Mais ce beau programme n'est pour l'instant qu'un grossier mensonge, une démagogie imposture.

En effet, les dirigeants politiques, surtout les plus nationalistes d'entre eux, définissent dès le départ la pratique démocratique du peuple, dit «souverain», comme la recherche obligatoire de l'unanimité sociale, c'est-à-dire d'une forme de consensus politique qui exclut d'emblée le droit à la dissidence, l'esprit critique, voire même toute espèce d'opposition véritable.



ÉDOUARDO GALEANO, LE CÉLÈBRE AUTEUR DU LIVRE MONDIALEMENT CONNU *LES VEINES OUVERTES DE L'AMÉRIQUE LATINE*<sup>1</sup> EST UN INTELLECTUEL MILITANT QUI, DEPUIS L'URUGUAY, EXERCE UNE PROFONDE INFLUENCE DANS LE MONDE ENTIER. IL COMPTE PLUSIEURS ADMIRATEURS ET ADMIRATRICES AU QUÉBEC. L'UN D'EUX, PIERRE MOUTERDE, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE AU CÉGEP LIMOILOU DE QUÉBEC, L'A RENCONTRÉ À MONTEVIDEO À PLUSIEURS REPRISES. LORS DE L'UNE DE LEURS RENCONTRES, GALEANO LUI A FOURNI EN QUELQUES PHRASES ÉTINCELLANTES SA DÉFINITION PERSONNELLE DE L'AUTEUR ENGAGÉ, QUE CELUI-CI SOIT JOURNALISTE, POÈTE, HISTORIEN OU PHILOSOPHE.

## LES VEINES OUVERTES DE L'OEUVRE ENGAGÉE: EDOUARDO GALEANO

Propos recueillis à Montevideo,  
Uruguay, par PIERRE MOUTERDE

«**N**ous vivons dans un système qui a les pattes à l'envers. On veut nous faire croire - pour que la réalité ne nous paraisse pas irréaliste - que la morale doit être immorale. Il nous faut ainsi (en Uruguay) accepter la loi de la peur comme la seule possible. Figure-toi qu'en Uruguay quatre pesos sur dix du budget national sont destinés aux militaires et à la police. C'est le pourcentage le plus élevé au monde, si on se réfère aux pays qui ne sont pas en guerre. Et quatre dollars sur dix reçus en Uruguay au titre des exportations servent à payer les intérêts de la dette extérieure, une dette qu'en grande partie contracta la dictature militaire. En fait, tout cela ne sert qu'à payer le bâton qui nous réprime et le luxe qui nous humilie. Pourtant, il y a en dépit de tout, une sorte d'obstination de la dignité...»

TERRE HUMAINE/POCHE

**Eduardo Galeano**

Les veines ouvertes  
de l'Amérique Latine



Lorsque Christophe Colomb entreprit de traverser les grands espaces déserts à l'ouest de l'équateur, il avait accepté le défi des légendes. De terribles tempêtes joueraient avec ses

PRESSES POCKET

### ON NE PEUT SÉPARER L'OEUVRE DE LA PERSONNE

«Je ne crois pas à cette schizophrénie qui permet de séparer l'oeuvre de la personne. Je ne crois pas non plus à l'objectivité de la parole humaine.

Je prends parti et je n'en ai pas honte. Il me semble que ce vieux poète nicaraguayen avait raison quand il me disait: "Ne te fais pas de soucis, tous ceux qui ont le culte de l'objectivité, en réalité ils ne cherchent pas à être objectifs, ils cherchent à être des objets, pour se sauver de la douleur humaine". Et comme je ne veux pas me sauver de la douleur humaine, parce qu'il me semble que c'est l'indispensable prix qu'on paie pour avoir droit à l'humaine allégresse, je n'ai aucun intérêt à être objectif. Mes travaux sont résolument subjectifs. Je conte des histoires depuis mon intériorité.

Cela me réchauffe, réveille la même haine, le même amour que j'aimerais que mes paroles éveillent chez mes lecteurs...»

### REFUSER LA CULTURE QUI FRACTURE

«La culture dominante est une culture qui fracture, mutile et écartèle la condition humaine. Elle sépare l'âme du corps, la vocation du travail, comme le discours public du discours privé, la raison du coeur. J'écris contre cela, essayant de ramasser ces morceaux épars, d'unir justice et beauté. Je ne pense pas qu'il y ait d'un côté la dénonciation de l'injustice, de l'autre la recherche du beau, ou le monde extérieur avec ses cris que nous entendons, et de l'autre les guerres intérieures et les tourments de l'âme.

Les guerres intérieures sont les mêmes que celles du dehors. *En moi aussi s'affrontent la liberté et la peur.* Et la parole humaine trouve justement son sens quand elle contribue à ce que les gens puissent réintégrer leur personnalité fracturée. C'est en ce sens que ma parole est une parole engagée. Parce qu'elle ne peut pas rester impassible devant la douleur humaine.»



<sup>1</sup> Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plan, Collection Terre Humaine, récemment réédité en livre de poche. Un très grand classique.



Ce congrès avorté est le résultat de la lutte farouche que se livrent depuis quelques mois deux camps opposés à l'intérieur du mouvement étudiant. Solidement installés aux rênes de l'ANEEQ depuis six ans, où ils conservaient un contrôle quasi absolu sur toutes les instances, les membres du groupe Action socialiste (organisation marxiste-léniniste) voient aujourd'hui leur leadership très sérieusement contesté par des forces progressistes au sein de l'ANEEQ. **André Gagnon**, étudiant en Histoire à l'UQAM et militant étudiant depuis longtemps, est un des principaux instigateurs de ce mouvement d'opposition.

### LA DÉCOMPOSITION DE L'ANEEQ

**André Gagnon** ne manque pas de qualificatifs inquiétants quand vient le temps de

parler de l'état du mouvement étudiant: «On assiste présentement à une décomposition, une désintégration, une atomisation du mouvement étudiant. Tout cela est en grande partie dû à l'inconsistance de l'ANEEQ causée par le sectarisme et le dogmatisme instaurés par les différentes sectes politiques qui se sont succédées à sa direction. Il faut rompre avec une telle tradition. La principale erreur qui a été faite à la fondation de l'ANEEQ, c'est de ne pas avoir tenté d'empêcher le noyautage politique dès le début».

Le mouvement étudiant saura-t-il une fois

de plus retomber sur ses pattes ou bien assisterons-nous tout bêtement à sa dissolution? **André Gagnon** prétend que l'ANEEQ suit actuellement la même courbe que celle empruntée par la plupart des organisations marxiste-léninistes il y a dix ans. «L'ANEEQ, association combative, ce n'est plus qu'un slogan. Elle est en train de disparaître, de s'évanouir. Il faut se réveiller et changer ça».

L'opération choisie ressemble aux chocs électriques que l'on administre aux gens qui viennent de faire un arrêt cardiaque dans l'espoir ultime de les ranimer.



illustrent bien le renouveau qui a caractérisé la lutte étudiante au printemps dernier. Yves Fortier, membre de l'exécutif de

l'AGEUQUAM, insiste sur le vent de liberté qui a soufflé: «Ce qui est neuf, et ce qui pourtant n'aurait pas dû l'être, c'est qu'il y a

eu une grande liberté pour s'exprimer, pour agir, pour créer; et tout cela, en ne sentant pas constamment la menace physique de la ré-

Caroline Brisebois, observatrice de l'UQAM qui fait partie du groupe contestataire de l'actuelle direction de l'ANEEQ, le confirme. «On a fait ça pour éviter la mort de l'ANEEQ. Si l'équipe appuyée par le *Groupe Action socialiste* avait été élue, ça aurait été la fin de l'ANEEQ.»

L'avenir demeure tout de même bien sombre pour l'ANEEQ. Tammy Powel, déléguée de Concordia, évoque sa déception: «Je ne vois pas d'avenir pour l'ANEEQ, s'il n'y a que cinq ou six associations qui participent. On ne peut plus parler alors d'une force étudiante.»




Deux personnes qui ont travaillé

étroitement avec les membres du *Groupe Action socialiste* (GAS) à la tête de l'ANEEQ, étaient aussi bouleversées par les événements survenus au congrès. Jeff Begley, qui était membre de l'exécutif de l'ANEEQ cette année, se demande s'il y a «des gens qui prennent en considération les conséquences de cette ba-



taille? Je suis rempli de tristesse, ça n'a pas de bon sens.» Michel Gill, qui se présentait contre André Gagnon au poste de secrétaire général de l'ANEEQ, partageait ce désarroi. «Ça me fait peur de voir ça. Depuis le début du congrès, j'ai retenu mes émotions. Mais là, ça fait terriblement mal.»

À nouveau à la croisée des chemins, le mouvement étudiant est invité non seulement à choisir son conducteur, mais il doit aussi sortir au plus vite du cul-de-sac dans lequel il s'enfonce. 

pression. Malheureusement, aux yeux de la direction de l'ANEEQ, on passait pour un gang d'organiseurs de cirque.»

## L'UNITÉ D'ACTION

L'ANEEQ a traditionnellement adopté une attitude puriste et sectaire à l'égard des associations étudiantes concurrentes, refusant toujours les compromis qui auraient permis de réaliser l'unité du mouvement étudiant au-dessus de l'ANEEQ. Encore cette année, la direction de l'ANEEQ s'est employée à déstabiliser les chances d'unité d'action contre le dégel des frais de scolarité.

«On ne pouvait pas accepter comme seule base d'unité le programme de l'ANEEQ revendiquant la gratuité scolaire, parce que

**«Les gens chez nous sont tan-  
nés du traditionnel discours pur  
et dur. La cassette est usée et ne  
pogne plus! Le phénomène boule  
de neige où l'UQAM sort en pre-  
mier, puis que les autres suivent  
après, ça ne marche plus. On  
veut se battre pour faire recon-  
naître nos droits, mais on veut  
aussi être libres de s'exprimer  
dans l'organisation de nos lut-  
tes. On pense qu'il est légitime  
de souhaiter avoir du plaisir à  
lutter».**

**- Yves Fortier, membre de l'exé-  
cutif de l'AGEUQAM**

PHOTOS: RENÉ BEAULIEU



historiquement les associations étudiantes universitaires n'y ont pas adhéré», de souligner André Gagnon, qui rappelle aussi que seulement deux universités sur douze au Québec sont membres de l'ANEEQ. «L'objectif de la gratuité scolaire est important pour donner une perspective à notre lutte, mais on ne doit pas le poser comme obstacle à l'unité d'action de toutes les composantes du mouvement étudiant. Notre objectif immédiat, c'est le maintien du gel des frais de scolarité. Et sur ce point, on arrive à obtenir le consensus d'une large majorité du mouvement étudiant.»

## UNE SECTE POLITIQUE

Hélas la direction de l'ANEEQ ne l'entendait pas ainsi. Elle a tout fait pour exacerber les contradictions, cristalliser les tendances, en figeant dans le béton les positions des diverses associations étudiantes. D'habitude plutôt calme, André Gagnon devient plus mordant sur cette question. «C'est de la masturbation intellectuelle. La base du mouvement étudiant est tellement instable! C'est ridicule de provoquer ainsi les antagonismes entre les positions des associations étudiantes. En fait, une telle attitude ne sert qu'à assurer la domination d'un groupe politique qui se sert de l'ANEEQ comme d'un appareil. Au nom de la défense de la pureté de la ligne, cette secte maintient son hégémonie sur l'ANEEQ et fait en sorte que les courants minoritaires (qui sont d'ailleurs peut-être devenus majoritaires) soient exclus, en décrétant une espèce de monolithisme idéologique. Le *Groupe Action socialiste* impose à l'ANEEQ une vision sclérosée et extrêmement mécanique du marxisme»



DOSSIER PRÉPARÉ PAR  
PIERRE VALLIÈRES

# QUÉBEC 1970-1990



PHOTO: CANAPRESS

24 juin 1968

NUL DOUTE QUE L'AUTOMNE 90 SERA DOMINÉ PAR LA QUESTION NATIONALE AU QUÉBEC. LA RENAISSANCE DE L'ASPIRATION INDÉPENDANTISTE, QUE L'ON CROYAIT À JAMAIS NOYÉE DANS LA MOROSITÉ POST-RÉFÉRENDAIRE DES ANNÉES 80, COÏNCIDE, PAR UN CURIEUX HASARD HISTORIQUE, AVEC LE 20<sup>IÈME</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CRISE D'OCTOBRE 1970.

CET ANNIVERSAIRE, DANS LA CONJONCTURE PRÉSENTE, EST L'OCCASION D'UNE RÉFLEXION COLLECTIVE NON SEULEMENT SUR UNE PAGE IMPORTANTE DE NOTRE HISTOIRE RÉCENTE MAIS AUSSI ET SURTOUT SUR LE PROJET DE SOCIÉTÉ QUE NOUS ENTENDONS BÂTIR DANS UN QUÉBEC ENFIN LIBÉRÉ DE TOUTE FORME DE TUTELLE EXTÉRIEURE. CERTAINS VOUDRAIENT QUE LA MAJORITÉ, INDÉPENDAMMENT DES ENJEUX SOCIAUX EN CAUSE, SIGNE UN CHÈQUE EN BLANC AUX CHEFS NATIONALISTES ET AUX GENS D'AFFAIRES, AFIN QU'ENSEMBLE ILS NOUS DISENT JUSQU'OUÙ NE PAS ALLER DANS LA LIBÉRATION.

EN CE SENS, SE SOUVENIR D'OCTOBRE, C'EST AUSSI SE RÉAPPROPRIER SON AUTONOMIE DE CLASSE, SON ESPRIT CRITIQUE, SA DISSIDENCE, SES PROPRES PRIORITÉS.

L'INDÉPENDANCE N'EST PAS UNE AFFAIRE DE GROS SOUS, MAIS ESSENTIELLEMENT UNE AFFAIRE DE DIGNITÉ ET DE JUSTICE... POUR TOUTES ET TOUS, SANS EXCEPTION. IL EST IMPORTANT QUE LES APPAUVRIS-ES, LES FEMMES, LES AUTOCHTONES ET LES JEUNES, NOTAMMENT, NE SE LAISSENT PAS ENFIROUAPER PAR LES DÉMAGOGUES D'UN SOUVERAINISME D'AFFAIRES, BOURRÉ D'ARGENT MAIS TOTALEMENT VIDE D'IDÉES.



25 juin 1990

PHOTO: HORACIO PAGNE, AGENCE STOCK

PIERRE VALLIÈRES

# 1970, UNE ANNÉE CHARNIÈRE QUESTION NATIONALE ET PROJET DE SOCIÉTÉ



PHOTO DANIEL RÉMI

Comme le rappelait fort justement le magazine *VOIR*, dans son édition du 21 juin 1990, «dans les années 60 le projet d'un Québec indépendant allait de pair avec celui d'une société juste et équitable», alors qu'aujourd'hui les principaux témoins de la scène politique et financière, solidaires dans leur volonté commune d'enrichissement, ne parlent plus que d'un «Québec riche et économiquement compétitif».

«On a tellement voulu *se payer* l'indépendance, soulignait *VOIR*, qu'on a fini par ne penser qu'à l'argent. Et maintenant qu'on l'a, l'argent, et qu'on peut l'avoir, le pays, qu'est-ce qui nous reste à mettre dedans?» Les auteurs précisaient: «On a gelé les subventions à la culture qu'on disait défendre; on a sabré dans les services sociaux et dans les services de santé; on mène la vie dure aux bénéficiaires de l'aide sociale et on remet en question le principe de la gratuité scolaire. Pourtant, ce sont aussi ces acquis, et pas seulement la langue, qui ont fait du Québec une société distincte. *Prenez le Québec, faites payer les malades, les étudiants, laissez les pauvres dans leur crasse et qu'obtenez-vous? Un État américain qui parle français*». Et de conclure: «Il faut que le Québec soit soucieux de ses plus démunis pour faire l'indépendance qu'il mérite».<sup>1</sup>

Dans la même veine, la nouvelle directrice du *Devoir*, Lise Bissonnette, n'hésitait pas en juillet dernier à reprocher à la «garde montante» d'être *montée sans pitié*. Elle reprochait aussi au Québec d'avoir embrassé le crédo des milieux d'affaires «sans intelligence». Pourquoi, disait-elle, remettre massivement son sort aux gens d'affaires alors que notre société est plus que jamais «profondément inégalitaire». «Qu'attendons-nous pour nous mettre d'urgence à préparer un *new deal*?», la percée économique des uns ne pouvant en justice légitimer le fait, inadmissible, que les autres soient laissés loin derrière.<sup>2</sup>

## QUELLE LIBÉRATION VOULONS-NOUS?

Ainsi donc, comme il y a vingt ans, la question de l'indépendance pose à nouveau celle du projet social. Quelle sorte de libération convient-il au Québec? Se libérer du carcan fédéral suffit-il à libérer les pauvres de la pauvreté, les personnes iti-

nérantes du désespoir, les autochtones du mépris, les Noirs du racisme, les jeunes des emplois précaires, les femmes de la violence conjugale et sexiste, etc.?

Pour les groupes populaires et les centrales syndicales, en tout cas, il ne fait pas de doute que le débat entourant la question sociale alternatif à définir et à construire collectivement et démocratiquement, dans l'intérêt de la majorité. Comme le notait Lise Bissonnette dans l'éditorial cité plus haut, lorsqu'une population est tentée de remettre massivement son sort aux gens d'affaires, comme certains sondages actuels le laissent croire, apparaît «un déséquilibre des valeurs, sinon une mystification, qui ne peut perdurer».

Il y a vingt ans, les milieux d'affaires n'étaient pas souverainistes ni même nationalistes. Bien au contraire. Ils s'opposaient en bloc au projet souverainiste. C'est pourquoi il était sans doute alors plus facile que maintenant, pour les *séparatistes*, de parler d'indépendance en termes anti-capitalistes. Ce dont la gauche d'ailleurs, ne se privait pas. Mais la gauche, en 1970, bien que plus large qu'aujourd'hui, restait tout de même une force minoritaire. La majorité des souverainistes, rassemblés autour du Parti québécois, étaient tout au plus socio-démocrates, parfois plus libéraux que vraiment socio-démocrates. N'empêche que le discours ambiant était nettement plus audacieux et progressiste que celui d'aujourd'hui.

### NÉCESSITÉ D'UNE RÉVOLUTION SOCIALE

Au moment où survint la Crise d'octobre 70, la nécessité d'une révolution sociale au Québec n'était pas seulement affirmée par le *Front de libération du Québec* et les différents groupes de gauche, mais aussi par l'effervescence des luttes en régions (*L'Opération Dignité* dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, notamment), les comités de citoyens (comme la Clinique Saint-Jacques à Montréal), le Conseil central de Montréal (CSN)... et même la Conférence catholique canadienne qui, dans son message de la Fête du travail (septembre 1970), intitulé *Libération*, proclamait l'urgence d'un changement social radical au Québec.<sup>1</sup>

Le Manifeste du FLQ, lu sur les ondes de Radio-Canada le jeudi 8 octobre 1970, ne

faisait que dramatiser un appel à la justice sociale et au changement politique que plusieurs groupes avaient déjà contribué à formuler et à répandre. Le F.L.Q. n'entendait pas alors faire la révolution à la place des gens mais, au contraire, insistait pour dire: «Faites vous-mêmes *vo*tre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail.(...) Vous seuls êtes capables de bâtir une société libre... [...] Qu'aux quatre coins du Québec, ceux qu'on a osé traiter avec dédain de *lousy French* et d'alcooliques reprennent vigoureusement le combat contre les matraqueurs de la liberté et de la justice et mettent hors d'état de nuire tous ces professionnels du hold-up et de l'escroquerie: banquiers, businessmen, juges et politicailleurs vendus...»<sup>4</sup>

N'eut été de la mort de Pierre Laporte, survenue le lendemain de la proclamation des Mesures de guerre, la diffusion du Manifeste du F.L.Q. aurait pu servir de déclencheur à une vaste contestation populaire. Déjà, dans leur message de la Fête du travail 1970, les évêques avaient donné le ton en soulignant notamment: des «voix réclament, et de toute urgence, une transformation des mentalités et une réforme des structures. De telles aspirations constituent l'expression contemporaine de cette "faim et soif de justice" dont parle l'Évangile. Marqués au coin de l'impatience, ces espoirs ne sauraient être déçus sans risquer de provoquer une amère récolte de violence. Par ailleurs, ces nouveaux fervents offrent une occasion sans précédent, *pourvu que* les gens d'aujourd'hui veuillent la saisir pour construire à neuf.»

Et le message d'ajouter: «On sait que les remous sociaux sont souvent le prélude d'un progrès. (...) À l'orée de la décennie 1970, que d'aucuns entrevoient comme *la décennie de la colère* et une époque de troubles, on découvre l'aiguillon de l'Esprit dans ce qu'il est convenu d'appeler *le processus de libération*.»<sup>5</sup>

### DU FLQ AUX ÉVÊQUES: UN MÊME CRI

Comme on peut le constater, le message des évêques rejoignait sans équivoque, en 1970, celui du Manifeste du F.L.Q., ce qui à vingt ans de distance ne manquera pas d'étonner ceux et celles qui ont occulté dans leur mémoire ces «années de colère». Pour être certains d'être bien compris, les évêques écrivaient: «Depuis quel-

ques années, les évêques catholiques du Canada, dans l'esprit de l'encyclique *Populorum Progressio*, ont souvent parlé en faveur du *développement*. Parce que ce terme met en évidence les aspects humains de la croissance économique, il donne parfois l'impression que le progrès s'opère toujours sans heurt et graduellement. La notion de libération vient corriger cette impression; elle remet en cause les mythes confortables des privilégiés, elle fait saisir l'urgence et l'impatience qui caractérisent les attentes des démunis, ceux qui se sentent comme pris au piège et veulent une libération *immédiate*.»<sup>6</sup>

Faut-il se surprendre que l'ancien archevêque de Rimouski, Mgr Louis Lévesque, alors fortement impliqué dans l'*Opération Dignité*, aux côtés des curés de la Gaspésie, ait donné publiquement son appui au Manifeste du FLQ? Les évêques concluaient leur message de septembre 1970 par ces mots: «Le mouvement de libération à l'égard de toutes les formes d'oppression prend de plus en plus d'ampleur. (...) Nous avons confiance que les chrétiens seront aux premières lignes de ce *front de libération* qui ambitionne de bâtir une société authentiquement humaine.»<sup>8</sup>

### L'INDIGNATION DES BIEN-PENSANTS

La prise de position des évêques, du clergé du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, ainsi que de nombreux milieux de chrétiens politisés, a profondément scandalisé à l'époque. Ce à quoi le père Vincent Harvey, de la revue *Maintenant*, publiée par les Dominicains, répondit «que l'Évangile est une épée tranchante, que le christianisme n'est pas un refuge pour les pusillanimes ni un lieu d'évasion» pouvant nous dispenser des choix incontournables qu'impose parfois l'histoire.<sup>9</sup>

Dans son texte, le père Harvey identifiait les «causes profondes» de la Crise d'octobre: «le chômage, la pauvreté, les taudis, la pseudo-démocratie du 29 avril (jour des élections provinciales qui virent l'arrivée au pouvoir des troupes de Robert Bourassa), les frustrations d'une collectivité qui veut s'épanouir mais dont on brime les aspirations légitimes».<sup>10</sup>

Il ajoutait: «Toutes ces injustices, le Manifeste du FLQ les avait lancées au visage des Québécois dans une rhétorique bien de chez nous. On pouvait déplorer, dans ce

**1969:  
le FLQ  
investit  
la Bourse  
de Montréal**



PHOTO: ARCHIVES MONTREAL STAR

**1972:  
un front  
commun  
intersyndical  
...et trois  
têtes  
en prison**



texte, certaines attaques personnelles par trop semblables aux discours des politiciens québécois à l'Assemblée nationale, mais la fresque de la situation du Québec ne manquait pas de grandeur.»<sup>11</sup> Tout en déplorant, comme la majorité des gens, la mort de Pierre Laporte, le père Harvey n'hésitait pas, malgré la censure imposée par les Mesures de guerre, à se dire «en accord avec les *objectifs* du FLQ, comme la justice sociale, le droit à l'autodétermination des peuples, la solidarité avec tous ceux qui sont exploités par les puissances impérialistes, etc.»<sup>12</sup>

Décrivant le rôle des chrétiens politisés dans la conjoncture agitée de 1970, le père Harvey rappelait qu'ils devaient *s'engager à fond* pour la libération des pauvres et l'épanouissement de toutes et tous dans un nouveau type de société. «Comme chrétien, je me sentirai, du moins je l'espère, toujours plus proche d'un Michel Chartrand, d'un Pierre Vallières, d'un Charles Gagnon, d'un Robert Lemieux et de tous ceux qui ont lutté et lutteront, au prix de leur liberté ou de leur vie, pour un idéal de justice, indépendamment des moyens que je pourrais par ailleurs désapprouver.»<sup>13</sup>

#### NAISSANCE DU FRONT COMMUN INTERSYNDICAL

Les personnes nommées plus haut par le père Harvey avaient été accusées le six novembre 1970, avec Jacques Larue-Langlois, de «conspiration séditionnelle dans le but de renverser le gouvernement du Canada». Elles étaient censées avoir commis ce «crime» entre le 1er janvier 1968 et le 16 octobre 1970, date de la proclamation des Mesures de guerre. Elles avaient comparu après avoir été détenues *incommunicado* pendant 21 jours.

L'arrestation des «Cinq» et de 500 autres personnes le seize octobre 1970, leur détention au secret, le caractère farfelu des accusations portées contre un petit nombre d'entre elles, la présence de Michel Chartrand et d'autres syndicalistes au nombre des personnes arrêtées, etc., tout cela incita les trois centrales syndicales CSN, FTQ et CEQ à former rapidement ce qu'on appela d'abord un «cartel intersyndical» et qui allait rapidement devenir un véritable Front commun. Le mercredi 21 octobre 1970, les trois centrales, pour la première fois dans l'histoire syndicale du Québec, exigeaient le retrait immédiat de la loi d'exception<sup>14</sup>. Ce fait historique,

**1976:  
un soir  
d'élection**



PHOTO: D. KIEFFER

**1980:  
un soir de  
référendum**



PHOTO: A. TROTTIER, LA PRESSE

décidé par un *vote debout*, lors d'une réunion extraordinaire des représentants élus de quelque 500 000 travailleurs et travailleuses, a été l'une des conséquences majeures de la Crise d'octobre.

Loin de s'en tenir au retrait des Mesures de guerre, les trois centrales décidèrent de formuler ensemble un programme commun et complet de revendications économiques, sociales et politiques. La mise en route de ce programme devait rapidement conduire à des négociations conjointes avec l'État du Québec. Ces négociations débouchèrent en 1972 sur une grève générale, l'occupation par les syndiqués-es de plusieurs municipalités et édifices para-gouvernementaux, l'imposition par Québec d'une nouvelle loi d'exception, l'arrestation et l'incarcération des présidents des trois centrales: Marcel Pepin (CSN), Louis Laberge (FTQ) et Yvon Charbonneau (CEQ).

Entretemps, le bureau confédéral de la CSN avait adopté, le 8 septembre 1971, un manifeste qui fit l'effet d'une véritable bombe dans les milieux politiques du Québec. Intitulé *Il n'y a pas d'avenir pour le Québec dans le système économique actuel*, ce manifeste affirmait, entre autres, que «seule la violence permet au système économique de se maintenir en place contre la volonté des hommes» (et des femmes) et qu'en conséquence «la seule et unique solution à long terme pour le peuple québécois (est) de cesser de compter sur les autres pour assurer son développement, et de ne faire confiance qu'à ses propres forces».<sup>15</sup>

Quelques semaines après la publication de ce manifeste, la CSN en publiait une version plus complète sous le titre *Ne comptons que sur nos propres moyens*. Ce texte servirait d'ailleurs de base à son action anti-gouvernementale jusqu'à la grève générale des employés-es du secteur public, en mai 1972.

Simultanément, la FTQ publiait, en décembre 1971, son propre manifeste intitulé *L'État, rouage de notre exploitation*. La CEQ publia le sien en juin 1972, sous le titre *L'École au service de la classe dominante*.

Il y eut aussi plusieurs autres manifestes, dont celui du comité de citoyens Saint-Jacques, de Montréal: *Pour l'organisation politique des travailleurs québécois*. L'objectif énoncé par ce manifeste rejoignait

celui de tous les autres publiés à cette époque: «devenir prêts à construire une nouvelle société en luttant pour un Québec socialiste.»<sup>16</sup>

## LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Entretemps, le mouvement étudiant n'était pas en reste, particulièrement à l'Université de Montréal et aux cégeps Vieux Montréal, Maisonneuve, Rosemont, Édouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Limoilou (Québec), Lévis-Lauzon, Rimouski, Matane, Alma, Jonquière et Chicoutimi. Dans tous ces établissements, la publication du Manifeste du FLQ donna lieu à des débats publics fort animés, lesquels avaient été préparés par les occupations spontanées des années 1968 et '69, l'Opération McGill français et l'opposition massive à la Loi 63 qui, depuis un an, consacrait le libre choix de la langue d'enseignement et, par conséquent, légitimait l'anglicisation des personnes immigrantes.

Un journal, entre autres, servait de catalyseur aux luttes étudiantes: *Le Quartier latin*, publié par le Centre d'information étudiant de l'Université de Montréal. Durant toute la Crise d'octobre, *Le Quartier latin* restera un lieu privilégié de prise de parole et de contestation. C'est lui qui, le premier, dressa la liste des personnes interpellées et/ou incarcérées et la communiqua aux autres médias.

Dans son numéro du 10 octobre 1970, *Le Quartier latin* publia le texte intégral du Manifeste du FLQ, ainsi que le programme du Front d'action politique, le FRAP, qui affrontait alors le Parti civique du maire Jean Drapeau, lors des élections municipales du 25 octobre suivant. Ces élections seront hautement encadrées par les militaires et les policiers, et le FRAP, jeune formation de l'opposition, perdra comme il fallait s'y attendre, étouffé par la démagogie anti-FLQ, anti-socialiste et anti-indépendantiste du maire Drapeau et de ses troupes.<sup>17</sup>

Dans les semaines qui suivirent l'imposition des Mesures de guerre, *Le Quartier latin*, refusant la censure et l'auto-censure, travailla d'arrache-pied à «briser la peur»<sup>18</sup>. Il fut l'une des rares publications, avec l'hebdomadaire *Québec-Presse* et le magazine *Point de Mire*, à continuer à se battre pour l'indépendance politique et la justice sociale. Distribué à l'époque à travers l'ensemble du Québec, grâce au *Rézo*

mis sur pied par les étudiants-es de diverses institutions, son influence dépassait largement les périmètres de l'Université de Montréal.

L'Après-October devait, cependant, voir le retour en force des groupes conservateurs qui, tout spécialement à la direction des maisons d'enseignement, s'employèrent à la démolition systématique des organisations forgées par le mouvement étudiant dans les années '60.

En 1971, *Le Quartier latin* sera relayé par l'*Agence de presse libre du Québec* qui, à son tour, sera emportée par l'émergence, à partir des années 1971-72, des groupes marxistes-léninistes d'inspiration néostalinienne.

## LE COUP D'ENVOI DES LUTTES FÉMINISTES RADICALES

L'année 1970 a donc conduit à son apogée l'ensemble du mouvement social. C'est dans ce contexte qu'émergèrent le premier groupe féministe québécois poursuivant des objectifs politiques révolutionnaires, le Front de libération des femmes du Québec (FLF).

Le FLF est né au début de 1970. Dès le mois de mars, il tenait des réunions hebdomadaires. Un peu plus tard, il se structura sur la base de cellules autonomes. L'une créait une garderie, une autre travaillait la question de l'avortement, une troisième se spécialisait dans l'information, etc. Le FLF lutta aussi pour que les femmes puissent être jurées lors de procès. Il réclama la décriminalisation de l'avortement. Enfin, en 1971, le FLF publia le *Manifeste des femmes québécoises* dans lequel il dénonçait, entre autres, le sexisme et l'exploitation qui prévalaient dans les organisations de gauche. Le FLF en arrivait à la conclusion que pour se libérer concrètement les femmes devaient s'organiser sur une base autonome et non mixte.<sup>19</sup> (*Voir plus loin le texte de Suzanne Chartrand sur le mouvement féministe des années 1970-1971*).

## L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE MOUVEMENT POPULAIRE ET COMMUNAUTAIRE

La jonction entre les différents groupes (felquistes, syndicaux, étudiants, populaires, culturels, féministes, etc.), ayant comme perspective commune le *refus global* du système établi, explique en



PHOTO MICHEL ST-JEAN (NORANDA, CTE DE TEMISCAMINGUE, 1970)



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT LA PRESSE



PHOTO ROGER CHARBONNEAU

bonne partie l'acharnement des pouvoirs à déployer en octobre 1970 le maximum de répression contre l'ensemble du mouvement social québécois.

On le sait, le FLQ ne se relèvera pas de cette répression et, un an plus tard, il abandonnera définitivement l'action violente comme moyen privilégié de lutte révolutionnaire. Le Parti québécois et les centrales syndicales seront aussi fortement secoués par la répression. Mais leur solide organisation et le militantisme de leurs membres leur permettront de se ressaisir assez rapidement et de reprendre l'offensive avec vigueur, comme le prouveront entre autres la grève du secteur public de mai 1972 puis, quatre ans plus tard, l'élection surprise du Parti québécois.

C'est le mouvement populaire et communautaire qui souffrira le plus de la répression de 1970. Plusieurs comités de citoyens, comme celui de Saint-Henri, seront irrémédiablement brisés. L'arme de la peur jouant toujours plus efficacement dans les milieux les plus pauvres et les plus faibles, plusieurs militantes et militants des milieux populaires rentreront chez eux la tête basse, découragés par l'ampleur des moyens mis en oeuvre par l'État pour étouffer leur voix.

De tous les nouveaux mouvements sociaux apparus à cette époque, seuls le féminisme et l'écologisme sauront, indépendamment des aléas politiques, se développer sur une base autonome et originale, durant les années 70 et 80.

### LES OUBLIÉS-ES DE LA RÉVOLUTION

En terminant, il importe de souligner que le mouvement social de la fin des années '60 a oublié dans son élan plusieurs groupes et nations, dont les peuples autochtones, les premiers citoyens de ce continent. Aucun des nombreux manifestes de l'époque, à l'exception de celui du FLQ publié le 23 juin 1970 dans l'hebdomadaire *Québec-Presse*, ne fera référence aux autochtones. Il fallut attendre encore, le premier manifeste des Amérindiens, à la fin de 1972, et les plans d'aménagement hydro-électrique de la Baie James, pour que la population québécoise découvre la question autochtone.

En 1972 en effet, fatigués de servir occasionnellement de pions «indigènes» dans

la guérilla constitutionnelle que se livraient, depuis 1960, Québec et Ottawa, les autochtones d'ici, stimulés par la renaissance du mouvement indien aux États-Unis (le Red Power), entreprirent à leur tour des actions collectives de plus en plus radicales pour leur libération dans la justice, l'égalité et la dignité. De la Baie James à Oka, de Restigouche à Sept-Îles, les autochtones désormais, on le sait, ne sont pas prêts de se taire.

Les *communautés culturelles*, originaires d'Europe, d'Asie, de l'Afrique et d'Amérique Latine furent aussi totalement passées sous silence en 1970, malgré leur nombre croissant au Québec, particulièrement à Montréal. Oubliant que le Québec est une terre d'immigration depuis sa fondation il y a quatre siècles, les Québécois ne voyaient alors qu'un seul visage - blanc et francophone - à leur émancipation et à leur avenir. Ils ne voyaient pas que le caractère de plus en plus multi-ethnique de la société impose de construire ici un pays non seulement francophone mais aussi multi-culturel, aussi libérateur et épanouissant pour les noirs, les jaunes et les métissés que pour les blancs *pure-laine* eux-mêmes.

Enfin, un autre groupe oublié, parce que trop longtemps méprisé et relégué dans le placard des chambres à coucher: les lesbiennes et les gais. À leur endroit, le Manifeste du FLQ a lui aussi des propos méprisants: «Trudeau la tapette», «Bourassa, le serin des Simard»... Il était habituel à cette époque d'accabler les personnes homosexuelles, dites *déviantes*, de quolibets injurieux. Car elles n'étaient pas reconnues comme des personnes à part entière. On disait des gais qu'ils étaient des *feluettes* - des femmes, en somme - et des lesbiennes qu'elles étaient des *bitches* - des hommes *manqués*.

Ne parlons pas des travestis, des transsexuels, des prostitués-es, etc. Pour les révolutionnaires comme pour les autres citoyens réputés «normaux», c'était là plus ou moins le dépotoir puant de l'humanité. En résumé, les démunis dignes de la révolution ne devaient être ni autochtones, chinois, noirs ou tapettes... Encore moins prostitués-es ou itinérants-es.

## CONCLUSION


Moment unique d'effervescence collective et révolutionnaire, la Crise d'octobre 1970 restera dans l'histoire du Qué-

bec, au même titre que la Rébellion de 1837-38, comme une étape marquante de l'évolution du peuple québécois et de son cheminement difficile en Amérique du Nord.

Vingt ans plus tard, l'indépendance du Québec n'est pas encore chose faite. Bien que, depuis quelque temps, les forces indépendantistes semblent plus proches que jamais de l'objectif espéré.

Mais si les souverainistes sont optimistes, le mouvement social, par contre, n'a plus de voix *politique* autonome et, contrairement à 1970, il ne peut donner le ton, cette fois-ci, aux forces indépendantistes. Celles-ci sont aujourd'hui davantage courtisées par les banquiers et les nouveaux riches que par les groupes populaires et communautaires. La gauche, trop longtemps absente du débat sur la question nationale (durant toutes les années 80 en somme), a du mal à reprendre le terrain perdu.

Elle aurait tort, cependant, de se réfugier dans une sorte d'attentisme intellectuel. Il n'y a pas que l'indépendance à faire, mais tout un projet de société à définir et à concrétiser. Ce n'est pas le temps pour

la gauche de se reposer. Plus que jamais, la société québécoise a besoin d'une **alternative populaire** au programme simpliste (débordant de sous mais vide d'idées) des banquiers convertis au *souverainisme*. 

- 1 «Pour un Québec indépendant», éditorial de la Saint-Jean 1990, dans *VOIR*, 21-27 juin 1990, p.5.
- 2 Lise Bissonnette, «Qui parle de se reposer?», *Le Devoir*, 4 juillet 1990, p.12.
- 3 *Libération*, Message de la Fête du Travail 1970 de la Conférence catholique canadienne, Ottawa, 4 pages.
- 4 Manifeste du F.L.Q. Octobre 1970.
- 5 *Libération*, op. cit., p.1.
- 6 *Libération*, op. cit., p.1.
- 7 C'est moi qui souligne.
- 8 *Libération*, op. cit., p. 4.
- 9 Vincent Harvey, «Les chrétiens d'ici acculés à des choix déchirants», dans *Maintenant*, no 103, février 1971, p.41.
- 10 Vincent Harvey, idem, p.40.
- 11 Vincent Harvey, idem, p. 40.
- 12 Vincent Harvey, idem, p. 40.
- 13 Vincent Harvey, idem, p. 43.
- 14 *Le Devoir*, 22 octobre 1970.
- 15 Le texte intégral de ce manifeste se trouve dans le tome III du *Manuel de la parole*, Boréal Express, Montréal, 1979, pages 141-147.
- 16 *Manuel de la parole*, tome III, page 139.
- 17 *Le Quartier latin*, Vol. 53, semaine du 10 au 23 octobre 1970.
- 18 *Le Quartier latin*, Vol. 53, no 5, semaine du 7 au 20 novembre 1970, p. 9.
- 19 *Manifeste des femmes québécoises*, L'Étincelle, Montréal, 1971.

PHOTO MICHEL GRAVEL LA PRESSE



D O S S I E R

# ÉLIMINER LA PEUR

extrait du

*Manifeste des prêtres du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie, octobre 1970*

«**A**-t-on le droit (...) de laisser le spectre «du désespoir» brimer continuellement notre population? A-t-on le droit de louer une action gouvernementale, plus soucieuse du rendement et de la froide efficacité (électorale peut-être...) que du respect des personnes et de leur dignité? On s'illusionne d'une situation fort complexe, qui ne comporte certes pas de «solution miracle». Est-ce une raison pour ne pas agir et garder le silence?

Comme chrétiens, et à titre de pasteurs d'une population qui se sent brimée, de citoyens démunis, las d'être «les enfants pauvres de l'économie québécoise», nous n'avons plus le loisir de ne pas appuyer leurs justes revendications: vivre l'Évangile aujourd'hui, et l'annoncer comme une force qui libère (n'est-ce pas là que se situe notre action?) nous amène aussi à chercher de nouveaux modes pour le vivre; et bien mal avisé celui qui pourrait présumer de ces nouveaux modes et condamner à la légère, sinon accuser de démagogie, ceux qui épaulent une po-

pulation, soucieuse de vivre dans la dignité et de combattre «les injustices de la justice».

Si nous sommes solidaires avec nos chrétiens, il est temps d'éliminer de notre comportement la peur, qui est contraire à l'esprit du christianisme, et de nous atteler résolument à la tâche, pour lutter contre toutes les formes de contrainte qui avilissent la population: chômage, pauvreté sous toutes ses formes, service social aveugle, aide sociale gênante, etc...[...]

PHOTO COURTOISIE DU MUSÉE DE LA GASPÉSIE





**5 octobre 1970:** Enlèvement par le FLQ du diplomate britannique James Richard Cross. Premières arrestations et perquisitions dans la région de Montréal.

**6 et 7 octobre 1970:** Poursuite des arrestations et perquisitions.

**8 octobre 1970:** Lecture intégrale du *Manifeste du FLQ* à l'écran de Radio-Canada.

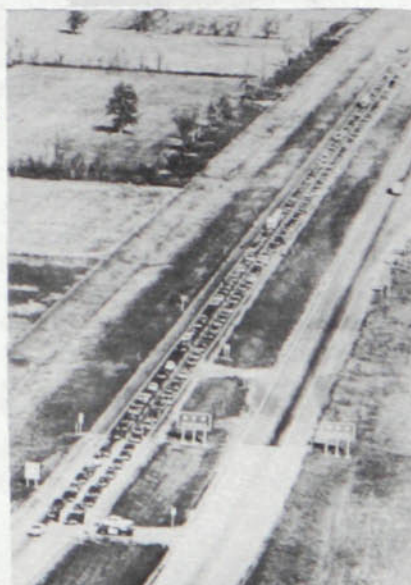
**9 octobre 1970:** L'armée est placée en état d'alerte. Premiers mouvements de troupes.

**10 octobre 1970:** Ottawa et Québec refusent catégoriquement de négocier avec le FLQ. Enlèvement du ministre québécois Pierre Laporte.

**11 octobre 1970:** Intensification des arrestations et perquisitions dans la région de Montréal.

# ÉVÉNEMENTS D'OCTOBRE 70

## CHRONOLOGIE SUCCINCTE



DE HAUT EN BAS, DE GAUCHE À DROITE:

- **Quand l'armée canadienne garde les moutons** (Photo: Michel Gravel, La Presse).
- **Cross, sa patience, et sa copie de *Nègres blancs d'Amérique*** (Photo: TV Hebdo).
- **Pierre Laporte, ministre** (Photo: La Presse).
- **Communiqué authentique (!) de la cellule Libération du FLQ** (Photo: Montreal Star).
- **Aux frontières du Québec, après enlèvement** (Photo: Montreal Star).

**12 octobre 1970:** Nouveaux déploiements de l'armée, principalement dans les régions de Montréal, Ottawa et Québec.

**13 octobre 1970:** L'exécutif du Conseil central de la CSN à Montréal fait savoir qu'il appuie les objectifs du FLQ.

**14 octobre 1970:** Les présidents des trois centrales syndicales CSN, FTQ et CEQ, Marcel Pepin, Louis Laberge et Yvon Charbonneau; les dirigeants du Parti québécois, René Lévesque, Jacques Parizeau et Camille Laurin; le directeur du DEVOIR, Claude Ryan, et d'autres noms bien connus de la scène québécoise s'unissent pour demander au premier ministre Robert Bourassa de négocier avec le FLQ.

**15 octobre 1970:** Plusieurs assemblées publiques d'appui au FLQ se tiennent au Québec, particulièrement dans la région de Montréal. Robert Bourassa réclame l'intervention de l'armée canadienne.

**16 octobre 1970:** Proclamation des Mesures de guerre, à 4 heures du matin. Suspension des libertés fondamentales. Rafle nocturne menant à l'incarcération sans mandat de 500 personnes soupçonnées de *complicité ou sympathie avec le FLQ*. Censure des médias et interdiction de manifester.

**17 octobre 1970:** Le cadavre de Pierre Laporte est découvert, à 22h45, dans le coffre d'une voiture stationnée sur le terrain de l'aéroport de Saint-Hubert, sur la rive sud de Montréal.

**25 octobre 1970:** Élections municipales à Montréal. Jean Drapeau est réélu maire avec 92% des voix, après avoir accusé ses adversaires du Front d'action politique (FRAP) d'avoir «sur les mains le sang de Pierre Laporte».

**26 octobre 1970:** Jacques Parizeau, président de l'exécutif du Parti québécois, déclare qu'Ottawa a profité de l'affaire Cross-Laporte pour engager l'affrontement inévitable avec le Québec.

**30 octobre 1970:** Le Parti québécois demande une enquête publique sur les faits et causes de la crise.

**3 décembre 1970:** Libération de James Richard Cross. Exil à Cuba des membres de la cellule Libération.

**28 décembre 1970:** Arrestation de Paul Rose, Jacques Rose et Francis Simard, accusés avec Bernard Lortie, de l'enlèvement et du meurtre de Pierre Laporte.

**4 janvier 1971:** Retrait des forces armées d'occupation.

**30 avril 1971:** Rappel de la Loi des Mesures de guerre. Fin officielle de la Crise d'octobre.

DOSSIER

OCTOBRE 1970

LA CRISE D'OCTOBRE A COÏNCIDÉ, ENTRE AUTRES, AVEC L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU FÉMINISME, PLUS RADICAL. SUZANNE CHARTRAND RACONTE ICI SUCCINTEMENT LES FAITS MARQUANTS DE CETTE ÉTAPE CAPITALE POUR LES FEMMES ET L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ. SON TEXTE, DONT SEUL UN EXTRAIT PARAÎT ICI, A ÉTÉ PUBLIÉ EN MARS 1982 DANS UNE BROCHURE ÉDITÉE PAR LE CENTRE DE FORMATION POPULAIRE ET INTITULÉE *LE MOUVEMENT DES FEMMES AU QUÉBEC*.

## 1970-1971: UNE ÉTAPE IMPORTANTE POUR LE MOUVEMENT DES FEMMES

SUZANNE CHARTRAND

**L**a conjoncture amène à leur apogée les mouvements sociaux de la période précédente. Les luttes sont très dures, on assiste à la création du premier parti des travailleurs salariés sur la scène municipale montréalaise: le Front d'action politique (FRAP); pour la première fois en 70, les trois centrales syndicales québécoises célèbrent dans l'unité le 1er mai; les luttes contre les manifestations criantes de l'oppression nationale (contre le Bill 63, pour McGill français...) sont nombreuses. Cette radicalisation des luttes sera la cible de la répression d'octobre 70.

Durant cette période, la jonction entre les différents mouvements (mouvement étudiant, mouvement syndical, groupes culturels et politiques) se fait avec comme perspective le refus de l'ordre social établi et avec des objectifs de libération nationale et sociale.

Par ailleurs, la «crise de la famille» qu'a accélérée le phénomène d'urbanisation de la période précédente est mise à jour. [...] En 71, 7,8% des familles au Québec étaient des familles monoparentales dont le chef était une femme (105,400). Sur ce nombre, 38% vivaient du Bien-Être social.

C'est aussi en 69 que sont éliminées du code criminel du Canada les interdictions concernant la diffusion des renseignements sur la régulation des naissances et la vente ou l'annonce de produits contraceptifs. À Montréal, Morgentaler débute sa pratique d'avortement. C'est en 1969 qu'au fédéral, les Libéraux font adopter le Bill Omnibus permettant aux hôpitaux qui le «désirent» de pratiquer des avortements «thérapeutiques». Cette loi est présentée comme une libéralisation. En septembre 71, le nouveau ministère des Affaires sociales du Québec met sur pied un comité provincial de planification familiale et prévoit que les C.L.S.C. vont offrir des services.

### RADICALISATION DU MOUVEMENT DES FEMMES

Cette amorce de libéralisation des lois concernant les femmes et leurs fonctions reproductrices rend compte à la fois des luttes et des pressions menées par elles mais aussi des changements qui s'opèrent dans la société. Nous assistons à l'arrivée croissante des femmes sur le marché du travail salarié (marché qui est fortement sexué), à la mise à jour de la crise qui traverse l'institution familiale et à une contestation sans précédent des pou-

voirs établis et du système social par des luttes intenses auxquelles les femmes participent. C'est dans ce contexte qu'émerge un nouveau féminisme avec la création du premier groupe féministe ayant des objectifs politiques révolutionnaires.

Cette radicalisation du mouvement des femmes se fait jour tout d'abord du côté des anglophones. Elles ont plus facilement accès à l'information sur le M.L.F. américain et sa littérature. Elles sont les premières à développer ici les groupes d'auto-conscience. En octobre 68, un étudiant et une étudiante de l'université McGill produisent une brochure qui eut un succès retentissant: *The Birth control handbook*. Suite à cette parution, des centaines de femmes leur demandent comment obtenir un avortement; c'est pour répondre à ce besoin qu'un service de référence fut mis sur pied. Le *Montreal Women's Liberation Movement* (M.W.L.M.) assume ce travail militant dès sa fondation en 69. Le FLF y collaborera et assurera la version française du *Handbook*, tirée à plus de 50 000 copies sous le titre *Pour un contrôle des naissances*.

Les féministes francophones qui se révèlent à cette époque viennent, pour la plupart d'entre elles, d'organisations qui mènent la lutte nationale et sociale. En octobre 69, s'organise en 48 heures une manifestation de 200 femmes contre le règlement anti-manifestation de l'administration Drapeau-Saulnier: 165 manifestantes sont emprisonnées.

### DES FÉMINISTES À GAUCHE

Suite à cette manifestation, une trentaine de femmes se regroupent et fondent le *Front de libération des femmes du Québec* (F.L.F.). Elles étaient liées au plan idéologique et structurel avec la gauche. En effet, les premières militantes du F.L.F. venaient du Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.), du Front de libération populaire (F.L.P.), du Parti socialiste du Québec (P.S.Q.), du Comité ouvrier de St-Henri, du Théâtre radical du Québec (T.R.Q.), du mouvement étudiant, des milieux syndicaux (particulièrement de la C.S.N.). D'autres sortaient directement de leur cuisine ou de leur milieu de travail. Le F.L.F. regroupait en majeure partie des femmes pour qui la première prise de conscience politique était passée par la conscience de l'oppression nationale du peuple québécois, et dans un deuxième temps, de l'exploitation de la classe ouvrière. Des femmes anglophones seront présentes au sein du F.L.F.. Cependant, elles seront exclues



PHOTOMONTAGES: CAROLE COINDE ET KARL BEVERIDGE




à la fin 70, à cause de divergences idéologiques, mais surtout à cause du nationalisme intransigeant des francophones.

Leurs positions idéologiques sont traduites, entre autres, dans le premier numéro du journal *Québécoises Debouttes!* qui paraît en novembre 71 et dans le *Manifeste des femmes québécoises* écrit par deux militantes anonymes et qui sera diffusé par le F.L.F. Ce manifeste dénonce, entre autres, le sexisme qui prévaut dans les organisations de gauche et considère que pour se libérer les femmes doivent s'organiser sur une base autonome.

## DEUX SYSTÈMES À COMBATTRE

On y affirme que la lutte doit porter contre deux systèmes: le système capitaliste et le système patriarcal. On y retrouve une tentative d'articulation d'une position à la fois féministe, indépendantiste et socialiste, s'appuyant sur la problématique marxiste. Dès mars 70, le F.L.F. tient des réunions hebdomadaires; un peu plus tard, le travail se fera sur la base de **cellules autonomes**. L'une met sur pied une garderie, une autre travaille sur la question de l'avortement, d'autres visent à favoriser la conscientisation des femmes par l'information, l'animation et la formation politique.

Enfin, les militantes F.L.F. ont également mené des actions culturelles-choc dont celle du Salon de la femme et celle lors du procès de Lise Balcer. Lors de la comparution de cette dernière, accusée d'outrage au tribunal pour refus de témoigner lors du procès de Paul Rose, sept femmes du F.L.F. se précipitent sur le banc des jurés en criant: «discrimination» et «la justice c'est de la merde». Elles seront toutes condamnées mais la presse fait un écho retentissant à cette manifestation. Quelques mois plus tard, la loi sera modifiée permettant aux femmes d'être jurées lors de procès [...]

En décembre 71, le F.L.F. disparaît après de longs débats entre celles qui presque intégrées au CAP ST-JACQUES véhiculent la théorie marxiste-léniniste sur l'oppression des femmes et celles qui, tout en étant anti-capitalistes, considèrent les rapports entre les hommes et les femmes comme une contradiction principale et non secondaire, comme l'affirment les marxistes d'alors. L'absence de théorie féministe révolutionnaire tant au plan international que national, l'éparpillement des forces et l'impact émotif des divisions au sein du groupe contribuent largement à cette disparition. 

# MANIFESTE DES FEMMES QUÉBÉCOISES

*Voici quelques extraits du manifeste rédigé par le FRONT DE LIBÉRATION DES FEMMES huit mois après celui du F.L.Q. Ce manifeste ne disait pas tout de l'oppression des femmes du Québec mais se voulait un premier instrument de travail et de réflexion pour toutes les femmes désireuses de sortir des cuisines pour prendre la parole et agir par elles-mêmes, pour elles-mêmes.*

**I**l semble que pour tout le monde la libération des femmes soit sous-entendue dans la libération nationale. Eh bien, non. La libération des femmes n'est pas nécessairement le corollaire d'une révolution sociale. Les révolutions socialistes antérieures sont là pour le prouver.

Or, pour les femmes, ce qui importe d'abord c'est la libération des femmes. Notre oppression dure depuis des millénaires et maintenant nous en avons assez. Mais nous sommes très conscientes que notre libération est liée à la libération nationale et c'est pourquoi nous joindrons le mouvement; nous avons, nous aussi, une responsabilité vis-à-vis la lutte révolutionnaire qui s'est développée au Québec et c'est pourquoi nous entendons y participer. On doit savoir que nous lutterons pour la libération des femmes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et que nous ne tolérerons plus d'être discriminées à l'intérieur même de ce mouvement...

Nous avons toutes pour la plupart milité dans les mouvements mixtes dont la position en ce qui a trait aux femmes est assez équivoque. La théorie «marxiste» des mouvements mixtes se résumait à peu de choses: le système capitaliste opprime les hommes et les femmes. Les hommes oppriment les femmes parce qu'ils sont colonisés. Changeons le système, les hommes seront décolonisés et ils cesseront d'opprimer les femmes. Splendide. Voilà qui élude à peu de frais la question des femmes, de leur oppression spécifique et de la lutte qu'elles doivent mener. Une telle théorie est une invitation à l'attentisme et à la passivité. Nous, les femmes de ces mouvements, occupées à la grande lutte contre l'ennemi commun, nous n'avons pu définir comment cet ennemi nous opprimait.

Quand nous avons commencé à le faire, un grand problème se posait: le manque d'instruments. C'est un problème auquel

font face la plupart des révolutionnaires québécois. Mais au moins, ils ont *Nègres Blancs d'Amérique*, le *Petit Manuel d'Histoire du Québec*, etc... Nous, nous n'avons rien... Peu à peu, nous avons déniché des articles écrits par des féministes françaises et américaines. Ce fut le début de notre recherche théorique, ce fut aussi la révélation. Il y avait effectivement une oppression spécifique des femmes et qui pouvait s'analyser sur les bases du matérialisme historique. Nous avons découvert également que la double oppression dont on nous parlait constamment venait du fait que nous étions les victimes de deux systèmes: le système capitaliste et le système patriarcal, et que notre libération supposait la fin de ces deux systèmes, chose qu'aucune révolution sociale n'a encore fait...

## C'EST UNE RÉVOLUTION QUE NOUS VOULONS

Penser c'est souvent le premier temps d'une révolution. Or, c'est justement une révolution que nous voulons, nous les femmes. Une révolution qui nous sortira de notre servage et de toutes nos dépendances. D'une telle révolution presque personne n'a encore parlé au Québec. Sur les programmes, dans les manifestes, dans la pratique quotidienne, nous sommes ignorées ou maintenues dans les rôles traditionnels des femmes, y compris celui d'objet sexuel...

Il devient clair pour nous les femmes qu'il nous faut faire la révolution si nous voulons que ça change. Ce qui est en jeu ce n'est pas seulement notre libération mais aussi la libération de tout notre peuple et de tous les peuples de la terre.

Pourquoi y-a-t-il peu de femmes dans nos mouvements révolutionnaires? La majorité des femmes du Québec est formée de ménagères. Être ménagère, ça veut dire travailler par amour ou par intérêt environ 80 heures par semaine; n'avoir jamais une minute à soi, à cause du mari, des enfants, des repas, du lavage, des commissions, etc... Ça veut dire avoir peu de temps pour penser et encore moins de temps pour faire autre chose, par

exemple militer dans un mouvement révolutionnaire...

Accaparées 16 heures du 24, isolées sans possibilité de développer une conscience collective, soumises pour la plupart, il ne faut pas s'étonner de la non participation des femmes aux mouvements révolutionnaires...

## FINI LA SOUMISSION

Ce fut pour beaucoup le désenchantement. C'étaient les hommes qui dirigeaient les mouvements, c'étaient eux les penseurs, les organisateurs, les martyrs. Il n'y avait pas grand place pour nous, encore moins à la direction. Mais nous étions habituées à cet état de chose et nous n'avons rien dit, espérant qu'ils reconnaîtraient notre valeur(!!!) si nous travaillions beaucoup. Nous avons travaillé beaucoup. Nous avons tapé leurs textes, peinturé leurs pancartes, écouté leurs discours, marché dans leurs manifestations, scandé leurs slogans «Le pouvoir aux travailleurs» (et travailleuses?).

La majorité des révolutionnaires mâles sont pour nous des oppresseurs: il nous a fallu du temps avant de prononcer ce mot. Il nous a fallu des mois d'insatisfaction, de misère psychologique et une exaspération très grande devant leurs attitudes dominatrices arrogantes et paternalistes quotidiennement répétées, quotidiennement vécues. Il nous a fallu toucher les limites de l'impuissance pour que notre colère serve à dire ce que nous étions et ce que nous voulions. Dès lors, des femmes se sont réunies pour parler des femmes. Et ce fut le grand commencement...

Nous entendons dès maintenant lutter pour nos revendications et faire en sorte que toutes les femmes se sentent concernées par la libération nationale et sociale parce que là sont leurs intérêts. Nous voulons nous organiser pour qu'après la victoire nous soyons en position de lutter encore pour que notre libération devienne réelle.

# PAR LE THÉÂTRE: APPOSER SES DÉSIRES ET SES COLÈRES AUX MURS DE LA CITÉ D'ARGENT



PIERRE VALLIÈRES

**D**epuis les années 60, plusieurs troupes professionnelles ont fait le choix d'aller vers le monde *ordinaire*, autrement dit *le peuple*. Rares sont cependant les troupes qui, parties des classes populaires, sont sorties des sous-sols d'église pour rejoindre le grand public. S'il est relativement facile de passer du théâtre professionnel à l'animation théâtrale communautaire, le chemin inverse est plutôt rare. Le passage des productions communautaires au théâtre professionnel est difficile et périlleux, tout comme celui de l'écriture pamphlétaire spontanée au roman structuré et stylisé. Contrairement à ce que plusieurs s'imaginent, la création ne s'improvise pas.

Serge Tremblay, Monique Martel et René-Philippe Bertrand ont fondé à Hull en 1989 une troupe de théâtre, le *Théâtre du Tome II*, avec justement en tête l'objectif de faire accéder à moyen terme le théâtre communautaire au niveau professionnel. Non pas un théâtre engagé au sens étroitement militant ou partisan du terme, mais un théâtre qui confronte la réalité. Un théâtre qui, surgi du quotidien, engage les spectateurs comme les acteurs à se questionner et, mieux encore, les incite à se désaliéner, à se libérer de leurs préjugés, de leurs peurs ou de leurs fausses certitudes.

## LES GRAFFITIS DE L'INSÉCURITÉ

La première pièce du groupe, écrite et mise en scène par Serge Tremblay, *Graffitis*, porte sur la difficulté de vivre à 20 ans, face aux défis contemporains du travail, de l'argent, de la reconnaissance sociale, de l'amour et du bonheur.

Le prétexte: un party d'amis-es au local où ils ont coutume de se réunir chaque semaine. (Un local de la JOC? La pièce ne le dit pas, même si deux des fondateurs de la troupe ont longtemps milité à la JOC de l'Outaouais.) Mais ledit party tourne vite à l'empoignade, dévoilant du coup un tas de malentendus, de frustrations et de peurs accumulées.

Il y a Johanne, la fille timide, qui n'a pas confiance en elle, que son chum a battue une fois de plus, et qui se laisse écraser par sa meilleure amie, Caroline. Celle-ci, au contraire de Johanne, aime crâner, faire étalage de son intelligence, de sa beauté et de son savoir-faire. Elle se veut séductrice et rêve d'épouser l'homme riche qui la sortira de l'insécurité et de la pauvreté. Mais derrière cette façade de dureté, une fragilité, une peur qui se retient d'éclater au grand jour.

Entre Johanne et Caroline, Linda, serveuse, va son petit bonhomme de chemin avec lucidité et détermination. Peu instruite, partie de chez elle très jeune, elle a déjà trainé dans les rues à la recherche de pain et d'affection, mais aujourd'hui, ré-

O  
S  
S  
T  
E  
R  
A  
P  
O  
R  
T  
O  
S  
E  
R  
I  
E  
S  
E  
R  
T  
E  
S  
S  
E  
S  
O  
U  
S  
O  
U  
S

conciliée avec elle-même, elle pense moins à ses propres bobos qu'au besoin de construire des solidarités. Notamment avec l'aide et l'amitié de Michel, l'animateur social type, qui respire spontanément la joie de vivre. C'est évidemment lui qui a organisé le party.

Les trois autres personnages de **Graffiti** sont trois gars: Richard, jeté hors de chez lui à 15 ans, ex-prostitué, ex-drogué, révolté, analphabète; Louis, commis au gouvernement fédéral, combinard, superficiel et poseur; enfin Benoît, étudiant en administration à l'université, le *smatte* du groupe.

### SEPT PERSONNAGES EN QUÊTE D'UN SENS

Ces sept personnages, en quête d'un sens, s'empoignent avec l'énergie de ceux et celles qui, acculés au mur, cherchent une issue. Une issue qu'ils ne trouvent pas vraiment, mais qu'ils gardent «ouverte» en se réconciliant, une fois apaisée la douloureuse tempête des émotions et des

mots. Instinctivement, ils réalisent que s'il y a une issue quelconque au mal de vivre, celle-ci doit se chercher du côté de la solidarité plutôt que de l'individualisme et du sauve-qui-peut égocentrique.

La particularité de cette production communautaire est qu'elle a presque tout entière été conçue et réalisée par des jeunes issus du monde du travail. Ainsi, Sylvain Barrette (Michel) travaille dans une banque; Anne-Marie Lecompte (Caroline) est fonctionnaire; Corinne Quijada (Linda) ne connaissait pratiquement du théâtre que les fêtes organisées par le curé; Danielle Léonard (Johanne) en était elle aussi à ses débuts; tout comme Marc-André Charette (Benoît), chanteur du groupe *Intersection*; et Alain d'Entremont (Louis) qui travaille à la Commission de la Capitale Nationale. En fait, seul Martin Lapierre (Richard) fait du théâtre à temps plein.


### DE HULL À MANIWAKI

Après avoir été présentée à la salle René-Provost à Hull, en novembre et décembre

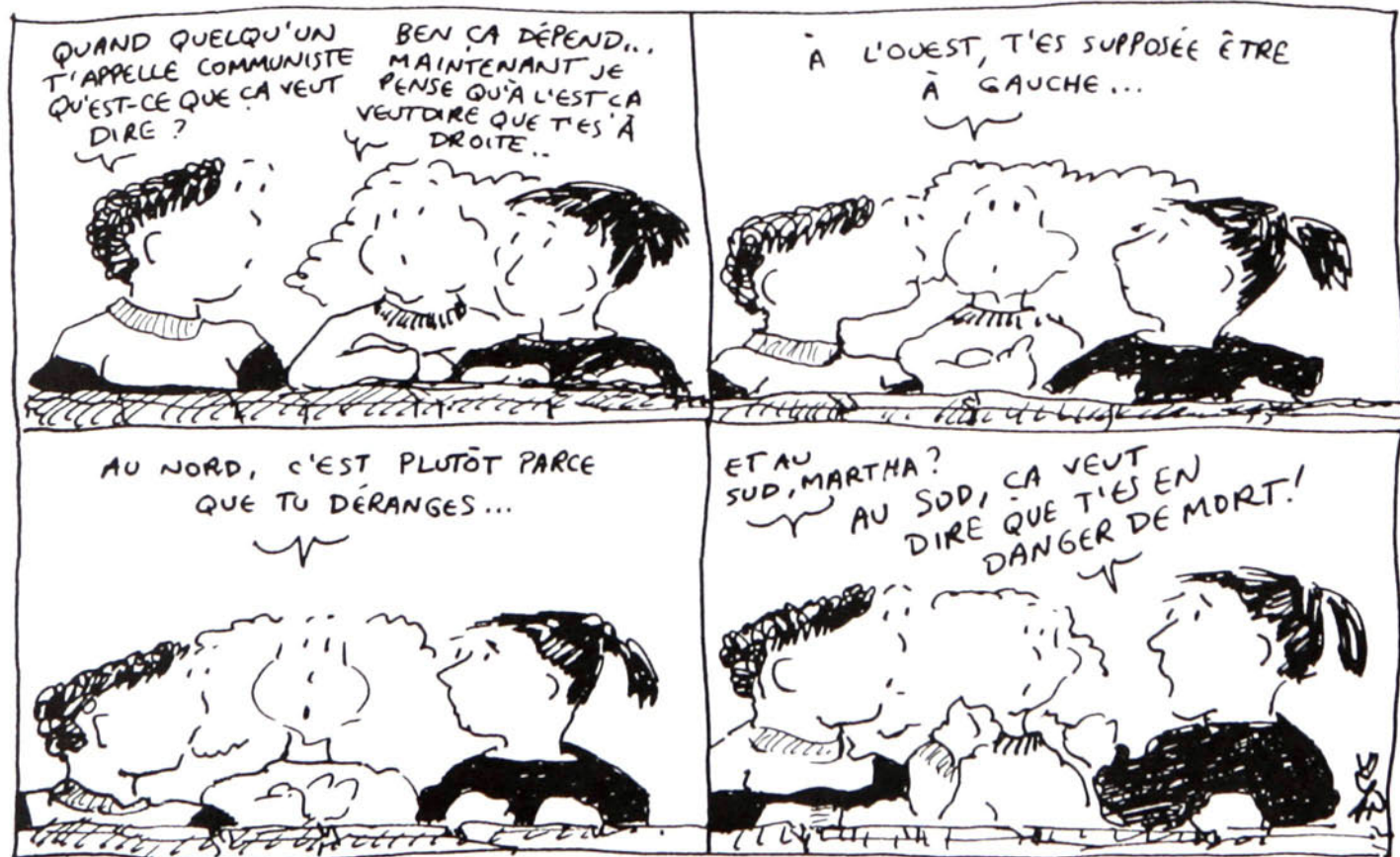
1989, la pièce de Serge Tremblay a été jouée à Maniwaki dans une salle de plus de 500 places, en juin dernier, par les mêmes comédiens et comédiennes.

Les profits de cette représentation, organisée conjointement par le **Théâtre du Tome II** et M. Robert Giard, curé de Maniwaki, ont été versés au **Motel industriel**, espèce d'incubateur industriel pour jeunes entrepreneurs de la région.

L'été dernier, la troupe s'est rendue en France, plus spécifiquement au Havre, en Haute-Normandie, dans le cadre d'un échange franco-québécois.

Entretemps, Serge Tremblay se consacre à la rédaction d'une deuxième pièce, portant cette fois sur des femmes âgées et seules aux prises avec un spéculateur immobilier qui a décidé de les expulser de leur logis. Un ordre d'expulsion auquel elles n'entendent certes pas se plier. Bien au contraire, elles organisent aussitôt leur résistance. À suivre. 

## LE MONDE VU D'EN BAS



# OCTOBRE, MOIS EMBLÉMATIQUE

PIERRE VALLIÈRES

Comme en URSS, à cause de la révolution léniniste de 1917, octobre est devenu au Québec un mois emblématique depuis les célèbres événements de 1970. La commémoration en octobre 1990 du 20<sup>ième</sup> anniversaire des Mesures de guerre et de l'occupation du Québec par l'armée canadienne nous fournit l'occasion de relire Octobre 70 et d'en ré-examiner les différents aspects. Pour faciliter ce retour sur une période-clé de l'histoire du Québec, voici quelques ouvrages intéressants:

Louis FOURNIER, *FLQ, Histoire d'un mouvement clandestin*, Québec/Amérique, 1983.

Un livre qu'il faut absolument lire pour comprendre non seulement le déroulement de la Crise d'octobre mais aussi l'enchaînement des événements politiques, sociaux et culturels qui ont favorisé son éclatement. Un livre qui, en plus, fournit la meilleure description à ce jour du *Front de libération du Québec*, de ses membres, de ses actions et de son idéologie. Bref, un ouvrage incontournable.

D'autres essais sont aussi fort utiles pour la compréhension d'Octobre 70. En voici une liste partielle:

Jean-Claude TRAIT, *FLQ 70: Offensive d'automne*, Éditions de l'Homme, 1970.

Serge MONGEAU, *Kidnappé par la police*, Éditions du Jour, 1970.

Jean-Marc PIOTTE (sous la direction de), *Québec occupé*, Parti Pris, 1971.

Revue Socialisme québécois, *Québec 70: la réaction tranquille*, avril 1971.

Ron HAGGART et Audrey E. GOLDEN, *Octobre 70, un an plus tard*, HMH, 1971.

Pierre VALLIÈRES, *L'Exécution de Pierre Laporte*, Québec-Amérique, 1977.

Francis SIMARD, *Pour en finir avec octobre*, Stanké, 1982.

**FLQ 70:  
OFFENSIVE  
D'AUTOMNE**

Jean-Claude Trait



André Corten

**Les peuples de Dieu  
et de la forêt**

À propos de la  
"nouvelle gauche"  
brésilienne



vlb éditeur/l'harmattan

Gabriel GAGNON et Marcel RIOUX, *À propos d'autogestion et d'émancipation*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988.

Les années 60 et 70 ont vu naître au Québec certaines expériences inédites d'autogestion et d'émancipation, particulièrement en région. L'ouvrage de Gagnon et Rioux analyse en profondeur un mouvement communautaire qui reste malheureusement encore mal connu du grand public. Ce livre offre en plus une réflexion très stimulante sur la société québécoise et plus largement sur les sociétés industrielles d'aujourd'hui.

André CORTEN, *Les peuples de Dieu et de la forêt. À propos de la «nouvelle gauche»brésilienne*, VLB/L'Harmattan, 1990.

Dans ce livre, André Corten, professeur à l'Université du Québec à Montréal, dégage une «généalogie des idées» qu'il a nommée, par commodité, la nouvelle gauche brésilienne, une gauche radicale mais non sectaire, qui ne se réclame pas du marxisme traditionnel mais qui prend ses racines dans le mouvement, très important au Brésil, des communautés de base. Des entrevues avec des personnalités marquantes de la vie politique brésilienne - Paulo Freire, Pedro Casaldaliga et Carlos Minc - illustrent chacune des parties de cet ouvrage remarquable, qui ne manquera pas d'intéresser les lecteurs et lectrices de VO. À souligner que l'auteur est à l'origine d'un colloque Brésil-Québec qui se tiendra à l'UQAM en février 1991 et qui portera notamment sur une analyse comparée des mouvements communautaires et politiques brésiliens et québécois.

# TIAN AN MEN, UN AN PLUS TARD: LA DÉMOCRATIE AUX AGUETS

Texte de MARIE-ODILE PINET  
à partir d'une entrevue  
avec Michel Marcil

PHOTO: LYNN JOHNSON



PHOTO: E. BRISAUD, AGENCE GAMMA



**N**ous étions en avril 1989. C'était à l'approche du bicentenaire de la Révolution française, du 40<sup>ième</sup> anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine, et surtout du 70<sup>ième</sup> anniversaire du mouvement démocratique du quatre mai. Les étudiants faisaient appel à la démocratie.

Papa Deng n'était pas content; les enfants de Pékin ont fait une scène pendant la visite de Monsieur Gorbatchev qui n'était plus venu à la maison depuis 1960. Papa s'est fâché et chacun s'est tapi dans sa chambre.

Une année est passée. Le printemps de Pékin s'est inscrit dans l'histoire. Le mouvement pour la démocratie, réprimé, demeure toujours muet. Étudiants et ouvriers ont quitté la Place Tian An Men et ne manifestent plus que dans l'anonymat du silence.

Pourquoi faut-il retomber dans les ténèbres de l'inertie alors que les foules semblaient si emballées dans les rues de Pékin? «Si on regarde chez-nous après le référendum, l'ardeur nationaliste est aussi tombée. Le mouvement est demeuré en suspens pendant plusieurs années. Avec l'échec du Lac Meech, on sent une remontée du nationalisme», souligne Michel Marcil, secrétaire exécutif d'Amitié-Chine et spécialiste des questions chinoises. «Le mouvement pour la démocratie a sa dynamique et ses objectifs propres. Aussi, une période de repli permet une conscientisation silencieuse. La résistance passive est plus délicate que la résistance active; les dirigeants du pays n'arrivent pas à cerner et à identifier l'opposition.»

Mais, qui dit mouvement pour la démocratie en Chine aujourd'hui ne peut oublier le tournant décisif de 1911. La Chine avait alors rejeté la monarchie et pris de chemin de la modernité. «C'était une société rurale qui décidait d'entrer dans le monde industriel. Chacun devait se redéfinir comme chinois moderne. Cela a mené à une crise culturelle qui s'est reflétée dans le mouvement du 4 mai 1919, explique le porte-parole d'Amitié-Chine. Mené aussi par les étudiants de l'Université de Pékin, ce mouvement remettait en question une idéologie basée sur le confucianisme vieux de plus de

2 000 ans. On voulait la démocratie, on prônait un nouveau nationalisme, capable de faire entrer la Chine dans l'ère industrielle. Commencé sous le régime de Sun Yat-sen, ce projet de société ira de rupture en continuité sous les Chiang Kai-shek, Mao et Deng. Comme dit Michel Marcil: «Le timonier change mais pas le bateau ni le cap.

## DE RÉFORMES EN INJUSTICES

À force de naviguer, on se retrouve un jour à l'époque de papa Deng. Son arrivée au pouvoir et l'application d'une série de réformes économiques à la fin des années 70 a ouvert la voie aux revendications. Mais en favorisant la production, les réformes ont profité davantage aux paysans qui pouvaient accroître leur revenu. Dans les milieux ouvriers et dans le secteur tertiaire, on attend depuis longtemps des changements politiques qui permettront aux différents ouvriers et fonctionnaires de profiter à leur tour des bienfaits des réformes.

## À PARTIR D'UN GESTE SPONTANÉ

C'est pourquoi les manifestations étudiantes, qui commencent le 15 avril en l'honneur de Hu Yaobang et du symbole démocratique qu'il représente, prennent rapidement les allures d'un vent de lamentations de la population urbaine. Celle-ci traverse une période d'insécurité économique qui se solde par une récession et un taux de chômage considérable. Du geste spontané des étudiants de l'Université de Pékin, le mouvement pour la démocratie s'étend à tous les campus universitaires de la capitale. Le jour des funérailles nationales de Hu Yaobang, plus de 100 000 étudiants sont réunis Place Tian An Men, devenue centre de la Chine depuis la fondation de la République Populaire. À la veille de l'arrivée du président Mikhaïl Gorbatchev après 37 ans de rupture, le gouvernement chinois ne peut laisser la contestation se développer.

## LA RÉPRESSION


Deng opte alors pour la ligne dure. Il faut repousser l'ennemi. Première opération: le vieux dirigeant livre un discours repris dans *Le Quotidien du Peuple* dans lequel il accuse les étudiants de fomenter un complot contre le régime. Deuxième opération: on procède au nettoyage de la Place Tian An Men dans la nuit du 3 au 4 juin.

Pourtant, le mouvement des étudiants se défendait bien d'être anti-parti. «Par ce mouvement, les gens réclamaient une plus grande participation à la vie politique; ils ne cherchaient pas à copier un modèle démocratique occidental. D'ailleurs, on peut se demander si une démocratie comme la nôtre serait possible dans un pays dans lequel vit le quart des habitants de la planète», constate le sinologue d'Amitié-Chine.

«La Chine de Deng Xiaoping a besoin pour se moderniser de paix mondiale, afin de se concentrer sur ses réformes internes. Conscients des changements à l'échelle de la planète, les Chinois ont été les premiers à affirmer que les satellites et la télévision n'existaient pas à l'époque de Marx et de Engels et que, par conséquent, certaines questions n'ont jamais été abordées dans l'oeuvre des *maîtres*. On ne peut trouver toutes les réponses dans Marx et dans Engels.»

## IL Y AURA D'AUTRES PRINTEMPS

Avec l'effritement du bloc de l'Est, la politique internationale du gouvernement Deng, axée sur l'ouverture de la Chine, se trouve aujourd'hui dépassée. La démocratie à coloration capitaliste effraie. Selon M. Marcil, à court terme, le mouvement démocratique a peu d'avenir en Chine. Mais à long terme, ce courant de fond qui circule dans la population fera surface. En attendant, il s'épure, se défait de ce qui est moins important et définit ses priorités. «L'idée de la démocratie chemine à l'intérieur du monde chinois. Hong-Kong réclame une plus grande proportion de députés élus et cela, avant son retour à la Chine en 1997. Et même Taiwan a aboli la loi martiale. C'est aussi la première fois que les membres de la diaspora chinoise se sentent concernés par les développements de la Chine. «Ceux-ci, jadis, se sentaient peu préoccupés par ce qui se déroulait dans la mère patrie, mais ils ont démontré par leur solidarité que la Chine était bel et bien le centre des Chinois du monde entier.»

En attendant la fin de la tempête et l'extinction de la vieille garde du Parti Communiste, le mouvement pour la démocratie s'est replié. Les principaux dirigeants se sont réfugiés à Paris, capitale de la liberté. Ils alimentent à distance l'espoir d'une glasnost chinoise et l'idée d'une Chine moderne, forte, prête à s'ouvrir sur le monde. 

# LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

- **PLUS CULTUREL**
- **PLUS PERTINENT**
- **PLUS PERCUTANT**

## ABONNEMENT 1990

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> 1 an (6 nos) 18.00\$            | <input type="checkbox"/> institutionnel 25.00\$          |
| <input type="checkbox"/> 2 ans 32.00\$                   | <input type="checkbox"/> à l'étranger 23.00\$            |
| <input type="checkbox"/> soutien 25.00\$                 | <input type="checkbox"/> inst. à l'étranger 30.00\$      |
| <input type="checkbox"/> étudiant et sans emploi 13.00\$ | <input type="checkbox"/> au numéro + poste 1.17\$ 3.50\$ |

Ci-inclus \_\_\_\_\_ \$ pour \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Poster à l'ordre de : **VO, le magazine de Vie Ouvrière**  
1212, rue Panet, Montréal, Qc, H2L 2Y7, ☎ 514 523-5998

## AUSSI AGRÉABLE À VOIR QU'À LIRE !

### FORUM SUR LA

## NON-VIOLENCE

*Organisé par les Ami-e-s de la Terre de Québec*

**Octobre 1990**

le 19: au Musée de la Civilisation

le 20: au Petit Séminaire de Québec

*thématiques:*

Introduction à la non-violence, Féminisme, Autochtones,  
Ecologie, Média, Tiers-Monde.

*conférencier-e-s:*

Pierre Bisaillon, Claire Bonenfant, Charles Cocoo, Gilles  
Fontaine, Jacques Guay, Serge Mongeau, Jean-Claude Ravet  
et plusieurs autres.

inscription: 22\$ (salarié-e-s)  
12\$ (autres)

information: (418) 524-2744



## UN PROJET DE SOCIÉTÉ PLAISANT

NICOLE BRAIS

**L'**année 1990 aura marqué bien des anniversaires, certains heureux, d'autres moins. Les femmes ont fêté deux fois plutôt qu'une le 50<sup>ième</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote. Le 10<sup>ième</sup> anniversaire de l'échec du référendum aura presque passé inaperçu. Peut-être parce qu'on s'attendait à vivre un deuxième rendez-vous avec l'histoire. «Gardez-vous parmi vos souvenirs, ce rendez-vous où je n'ai pu venir...?» La différence avec la chanson, c'est que tout le monde sait que ça avait l'air d'un jeu mais que ça a viré au drame, coincés que nous étions à Ottawa, en otages volontaires. Enfin, passons. C'est dans ces lendemains désenchantants, que seront célébrés les 20 ans de la Crise d'octobre.

Tout ça pour vous dire que la patience est de mise. Après 50 ans de droit de vote, la photo de la belle famille constitutionnelle parle d'elle-même. Y en a-t-il des cravates! Les femmes ont parlé de pouvoir toute l'année, tandis que les hommes, eux, ont continué à l'exercer, à leur manière.

Et malgré qu'il s'en trouve pour dire que l'exercice est parfois pénible, ils en retirent, c'est évident, un plaisir certain. Jongler avec les préambules dans les vestibules, jouer le sort du Canada dans une virgule ou une apostrophe. Si ce n'était pas si sérieux, on serait tous morts et mortes de rire.

Pendant que les hommes font de l'avenir du pays un exercice de linguistique (c'est une façon de dire qu'ils parlent pour ne rien dire, ou encore pour qu'on n'y comprenne rien), les femmes ne sont pas dans le décor pour de nombreuses raisons: entre autres, elles s'assurent que tout roule pendant que ces messieurs piétinent. Un projet de société, ça se discute bien à huis clos, dans des colloques ou des forums... et ça te rentre dans le corps au quotidien à coup de réformes et de Loi 37. Un

projet de société, ça peut remplir facilement tous les rayons d'une bibliothèque... mais ça peut aussi remplir les vingt-quatre heures par jour d'une vie à mettre sur pied des centres de santé pour femmes, des garderies...

Encore peu nombreuses à l'avant-scène, mais toute une «gang» dans les coulisses à retravailler le scénario et la distribution des rôles, d'une mauvaise comédie qui n'a que trop duré. Qui sait si le plaisir ne volera pas la vedette au pouvoir, car «c'est avec le plaisir

que les femmes changeront le monde». À l'instar de Marilyn French, je crois infiniment aux vertus subversives du plaisir moi qui me tue six fois par année à essayer de vous faire rire de l'«inrisable». Alors parlez-moi du Canada-Uni ou d'indépendance du Québec saveur Chambre de commerce, bénie par Merrill Lynch des États-Unis, et je vous demanderai où seront les garderies... et le plaisir.



1 Josée Boileau, «Marilyn French prône une morale basée sur le refus de dominer», *Le Devoir*, 7 juin 1990, p.1.



**Ne manquez pas dans  
le prochain numéro  
Novembre-décembre 90**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

DOSSIER:

**LES AUTOCHTONES:** ◀  
au-delà des barricades!

**Des israéliens appuient** ◀  
**la cause palestinienne**



## LES BLANCS, BIENTÔT MINORITAIRES À NEW YORK

MARYSE ROBERT

**U**n été passé à New York n'a rien de comparable à ce qu'on peut retrouver ailleurs. En fait, New York, c'est les États-Unis dans ce qu'il y a de mieux et de pire. Au-delà du mythe culturel (le théâtre, la danse, les comédies musicales, les musées, l'opéra, sans oublier nombre de concerts gratuits dans les parcs), ce qui frappe davantage le touriste ou le nouvel arrivant, c'est la violence, la saleté, la pauvreté, les sans-abris.

### LA NORME, ÊTRE DIFFÉRENT

Il ne faut sans doute pas s'étonner qu'une ville de seize millions de personnes ne soit pas uniforme et homogène. Ici, ce qui fait la norme, c'est d'être différent. Même les Blancs seront bientôt minoritaires.

Les nombreuses communautés ethniques du Grand New York cohabitent non sans problèmes. La discrimination raciale, comme ailleurs aux États-Unis, se veut présente mais de moins en moins discrète. Quelques événements récents ont fait état des difficultés grandissantes entre les Noirs et les Asiatiques. Les Hispaniques (i.e. les Latino-Américains, et en particulier les Porto-Ricains) font aussi face à des tensions raciales de plus en plus importantes. «L'Amérique bien pensante» s'émeut beaucoup plus facilement pour le meurtre d'un jeune Blanc par des adolescents Noirs que l'inverse. Toutefois, graduellement mais sûrement, New York est en train de se transformer à nouveau. Les Blancs seront bientôt minoritaires. Par ailleurs, la langue espagnole a acquis


depuis quelques années une place prépondérante dans la vie newyorkaise. On la retrouve partout: sur les annonces dans le métro, les stations de radio et de télévision, les journaux, partout.

### VIOLENCE, PAUVRETÉ ET DOLLARS

La violence fait aussi partie du pain quotidien dans cette mégalopole. L'été dernier, deux événements ont retenu l'attention des médias locaux. D'abord, le «Zodiaque», cet homme dans la trentaine qui tuait ses victimes selon leur signe astrologique. Puis «Dartman», qui s'amusait à lancer des dards dans le dos de jeunes femmes qui se promenaient dans les rues de Manhattan à l'heure du dîner. Toutefois, de façon plus banale, New York, c'est la violence à petites doses, dans le métro, les rues, les parcs. C'est aussi la pression du nombre et la saleté qui n'a pas d'égal chez nous.

Pauvreté et sans-abris sont aussi monnaie courante. Il est impossible de ne pas être saisi par l'ampleur du phénomène. Nombre d'Américains nient cependant l'évidence. En fait, ils vont vous dire: «Pourquoi ne travaillent-ils pas?» Ils sous-entendent que lorsqu'on ne travaille pas, c'est qu'on ne veut pas travailler.

Voilà un portrait bien sombre. Toutefois, New York n'est pas que violence. C'est aussi une ville où il fait bon vivre, une ville de quartiers où chacun connaît généralement son épicier et son cordonnier. De plus, rares sont les weekends sans fête organisée par telle ou telle communauté ethnique ou groupes de quartiers.

Mais New York, c'est avant tout le pouvoir de l'argent. Ici, on ne lésine pas avec les millions (ou plutôt les milliards). Les médias locaux nous ont rapporté durant l'été les dernières péripéties d'un milliardaire newyorkais (Donald Trump) aux prises avec des difficultés financières telles, que ses banquiers l'ont obligé à vivre plus modestement, i.e. avec un maigre 450 000\$ par mois! Pauvre homme. Certains ont même poussé l'audace jusqu'à organiser des collectes pour lui! 



# QUÉBEC EN COULEURS

## مركز الدعوة الاسلامي

# RUE SAINT-DENIS, L'ISLAM...

PIERRE VIAU



PHOTO: DANIEL LEGAULT

**L**a rue Saint-Denis à Montréal! Qui n'y a jamais déambulé ou retrouvé des amis-es à l'un des nombreux café-terrasses? Au coeur de cette artère où la vie ne semble pas avoir de répit, on lit, sur un auvent de toile jaune: Centre d'Information sur l'Islam.

Établi à Montréal depuis trois ans, ce centre est ouvert à toute personne, musulmane ou non. Responsable de l'accueil, Monsieur Fayçal reçoit les visiteurs et visiteuses avec simplicité et courtoisie, dans une salle de lecture où abondent bien sûr les livres en arabe, mais aussi en français et en anglais. Selon notre hôte, le centre est unique en son genre au Canada. Car s'il peut s'avérer difficile pour une personne non musulmane de pénétrer dans une mosquée, le Centre d'Information sur l'Islam est ouvert à toute personne désireuse de s'informer ou de se former sur l'Islam.

### PERCER LE MUR DES PRÉJUGÉS

Les médias occidentaux ne nous habituent pas aux nuances. Arabes, musulmans, violence, barbarie, intolérance, fanatisme, tout est placé dans le même sac. Monsieur Fayçal insiste pour dire que ces discours n'ont rien à voir avec l'Islam et ses origines, comme religion.

C'est pourquoi, le Centre veut faire connaître aux Québécois-es l'Islam dans ses dimensions spirituelles et universelles. Tous les jours, une dizaine de personnes le fréquentent pour la première fois. Le Centre joue un rôle essentiel pour permettre aux personnes non musulmanes d'avoir une compréhension ouverte de l'Islam

### SOUTENIR LES IMMIGRANTS-ES MUSULMANS-ES DANS LEUR FOI

Chez nous, la réussite passe par l'individualisme, la consommation et la compétition promus au rang de valeurs suprêmes. Une idolâtrie séculière dont s'accommodent difficilement les grandes religions universelles.

Le Centre d'Information sur l'Islam joue donc un rôle de soutien, de réflexion et de conseil, auprès des immigrants-es musulmans-es qui veulent vivre leur foi dans une société bien différente de celle de leur pays d'origine. Comment, au Québec, vivre les cinq piliers de l'Islam: la profession de foi, les prières (cinq fois par jour), le jeûne du Ramadan «un mois», le Zakat (2.5% de son revenu annuel en aumône), et le Pèlerinage à la Mecque? Question cruciale.

### ACCOMPAGNER LES NOUVEAUX CROYANTS DE L'ISLAM

Il arrive qu'à la suite d'un séjour en pays à majorité musulmane ou de liens d'amitié avec des croyants de foi islamique, des Québécois-es trouvent dans l'Islam une réponse à leur quête de Dieu. Le Centre d'Information sur l'Islam, par des conférences, des cassettes et des dépliants, leur

fait connaître les fondements de la foi islamique. Il est aussi un lieu d'approfondissement pour les nouveaux croyants de l'Islam. Depuis sa fondation, le Centre lui-même a permis à une vingtaine de personnes d'adhérer à l'Islam.

30 000 personnes de foi musulmane vivent dans la région de Montréal. Il existe déjà neuf mosquées, la plupart aménagées dans des édifices commerciaux. Mais la communauté islamique a annoncé la construction prochaine d'une grande mosquée qui pourra accueillir 1 500 fidèles. Elle sera située sur le boulevard Saint-Laurent, entre les rues Sherbrooke et Ontario.

Le Centre d'Information sur l'Islam est situé au 2054 rue St-Denis, Montréal, (Québec).  
Tél: (514) 844-2029



PHOTO: JEAN-FRANÇOIS LEBLANC, STOCK



CE SONT LES MILITANTES ET MILITANTS DES ORGANISMES POPULAIRES ET SYNDICAUX QUI, DANS LES ANNÉES 70, ONT FONDÉ LE RCM. EN 1986, CE PARTI PRENAIT LE POUVOIR AVEC UNE TRÈS FORTE MAJORITÉ. «AVEC JEAN DRAPEAU AU POUVOIR, NOTE JEAN TREMBLAY, ANIMATEUR COMMUNAUTAIRE AU CENTRE ST-PIERRE, NOUS AVIONS TOUTES LES RAISONS DE VOULOIR UN CHANGEMENT.» A-T-IL EU LIEU, CE CHANGEMENT, PROMIS PAR NOS ALLIÉS AU POUVOIR?

ANDRÉ GIROUX

## LE RCM, 4 ANS PLUS TARD: L'AUTONOMIE DU COMMUNAUTAIRE

**D**epuis quatre ans, les groupes communautaires sont officiellement et régulièrement consultés à travers les commissions municipales et les comités-conseils d'arrondissement. Le RCM avait fait de la consultation l'un des engagements majeurs de sa campagne électorale de 1986. Depuis, les groupes font valoir leur prose, revendications et analyses dans les salles enfumées de l'Hôtel de ville ou de leur quartier. Cela représente quelques mémoires et de nombreuses réunions supplémentaires.

«Notre groupe se sent à l'aise avec ce processus, reconnaît Pierre Marquis du Comité-logement St-Louis. Entre autres, c'est un endroit où nous sommes assurés de recevoir réponse à nos questions. Mais il y a des corrections importantes à faire, ajoute-t-il. Les ordres du jour sont trop serrés. De plus, ce sont les priorités de l'exécutif qui sont d'abord discutées, plutôt que celles des citoyens et des groupes.»

Tous ne reconnaissent pas les mêmes vertus à cette instance locale. «Décentraliser dans les CCA actuellement, clâme Jean Tremblay, du Centre Saint-Pierre, c'est parler du zonage des balcons et des trottoirs. Mais quand vient le temps de construire des logements, on ne consulte

plus, dit-il. Au nom d'impératifs économiques, on bâtit surtout des HLM destinés aux personnes âgées plutôt qu'aux familles et ce, même si les recommandations du quartier vont dans un autre sens (parce qu'une école se trouve à proximité, par exemple).»

Pourtant, nous devons constater l'effort fait par l'administration municipale pour mieux répondre aux besoins des familles mal-logées. Historiquement, alors que 60% des demandes de HLM étaient faites par des familles, seulement 40% des constructions leur étaient destinées. Le RCM tente de corriger le tir, mais sans tenir

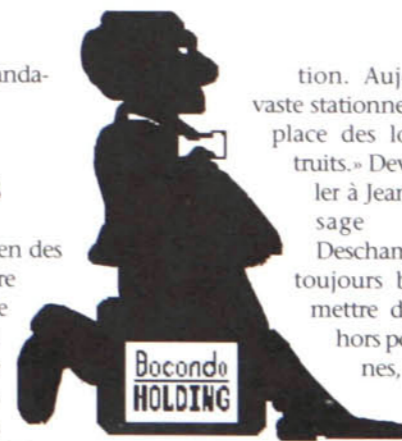


## ...FACE AU POUVOIR MUNICIPAL

compte suffisamment des recommandations des citoyens.

### OVERDALE OU LA FIN DES ILLUSIONS

S'il est un dossier qui a fait perdre bien des illusions, c'est celui d'Overdale. Pierre Gaudreau, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), se souvient de ce pâté de maison de l'ouest de Montréal où des logements ont été détruits pour faire place à un complexe immobilier. «Dans ce dossier, le RCM s'est trahi lui-même, accuse-t-il. Il a trahi les locataires qu'il avait d'abord consultés, en n'adoptant pas le rapport de consulta-



tion. Aujourd'hui, un vaste stationnement a pris la place des logements détruits.» Devrait-on rappeler à Jean Doré le message d'Yvon Deschamps: «On n'est toujours ben pas pour mettre du monde dehors pour des machines, ça s'fait pas!»

Marcel Sévigny,

conseiller municipal de Pointe-Saint-Charles, donne un autre exemple de consultation ratée: le programme Jeunesse 2000 qui devait,

en principe, impliquer les groupes de jeunes. Or, le Regroupement des maisons de jeunes a réagi négativement au programme qui lui était destiné, parce que l'administration n'a pas tenu compte de son expertise.

Qu'attendait-on de ce parti? «Nous souhaitons que le RCM respecte son programme. Il prévoyait, entre autres, le maintien du stock de logements à loyer modique et une politique de consultation efficace. Cela implique non seulement d'être entendu, mais aussi que l'administration agisse en conséquence», estime Pierre Gaudreau.



## LE LOBBY DES ENTREPRENEURS

Tous les intervenants reconnaissent que les consultations sont en partie minées par le lobby. «Les conseillers savent qu'ils nous ont de leur bord, alors ils vont voir ailleurs, déplore Pierre Marquis.»

On finit par sentir que les conseillers nous trouvent achalants. Avec l'administration RCM, toutefois, les lobbyistes ne sont plus seulement des hommes d'affaires et des entrepreneurs. Il y a maintenant des syndicalistes et des organisateurs communautaires. Mais pas n'importe lesquels. Il faut encore avoir de bons contacts au sommet pour se faire entendre.

Cette situation a des impacts jusque dans le parti RCM. L'un des membres de son exécutif l'explique du fait que d'une part, plusieurs de ses éléments dynamiques sont passés à l'administration et que, d'autre part, beaucoup d'autres bénéficient maintenant de contacts directs avec les membres de l'administration. Pourquoi militer dans un parti, travailler pendant des heures à organiser un colloque sur un thème quelconque, quand on peut se payer un bon souper avec un membre de l'exécutif et l'entretenir directement de *notre façon de voir la vie*?

## UNE DÉMOCRATIE FAUSSÉE

La démocratie n'exigerait-elle pas que les consultations se fassent en public afin que tous les arguments soient connus de tous? Quand une partie de la population agit publiquement et que l'autre cache son jeu dans le lobby, la démocratie est faussée.

La recherche de Pierre Fournier, réalisée il y a quinze ans, *Le patronat québécois au pouvoir*, est toujours pertinente. Parlant du lobby, il disait: «Le secret a des répercussions graves sur le processus de décision en général». Le vice-président d'une grosse entreprise l'exprimait avec beaucoup de justesse: «Sur bien des

points, on en arrive à un compromis bien avant tout décret public. Nous travaillons directement et secrètement avec le gouvernement et nous évitons que celui-ci nous impose des contraintes.» Mais tous n'ont pas droit aux mêmes égards.

## DE BONS COUPS TOUT DE MÊME

Toutefois, l'un des acquis importants de l'administration municipale a été de faire pression sur le gouvernement pour maintenir, à Montréal, le moratoire sur la transformation des logements en co-



propriété. La ville s'est aussi dotée d'une politique d'habitation et a annoncé son intention de construire 50 000 logements sociaux en dix ans. Dans Villeray, Plateau Mt-Royal et St-Louis, le maintien du zonage résidentiel sur la rue St-Denis a été apprécié par les groupes du quartier qui ont fait des pressions à cet égard. «Et cela, concède Pierre Gaudreau, même si cette position n'est pas nécessairement rentable électoralement.»

À son passif, le RCM reçoit la critique de quelques intervenants pour son rôle dans le dossier du Mont-St-Louis, où l'administration a versé une subvention pour soutenir le patrimoine architectural. «Soutenir le patrimoine peut être une dépense d'intérêt public, convient Pierre Gaudreau. Mais cela ne le devient plus lorsque les gens qui en bénéficient sont strictement des personnes à revenus élevés. Et c'est carrément un scandale quand une partie de ces gens sont les propres membres de la famille des dirigeants de la Société municipale d'habitation.»

Pour les groupes donc, le défi était de traiter de façon efficace avec une administration dont plusieurs des membres de l'exécutif, provenaient du milieu communautaire. «Au départ, avoue Pierre Marquis, nous nous attendions à des

miracles du RCM. On a mis tous nos oeufs dans le panier municipal en négligeant les autres gouvernements. Il faut reconnaître qu'une municipalité n'a pas les mêmes pouvoirs qu'une province ou un pays.»

## L'EXPÉRIENCE DE POINTE ST-CHARLES

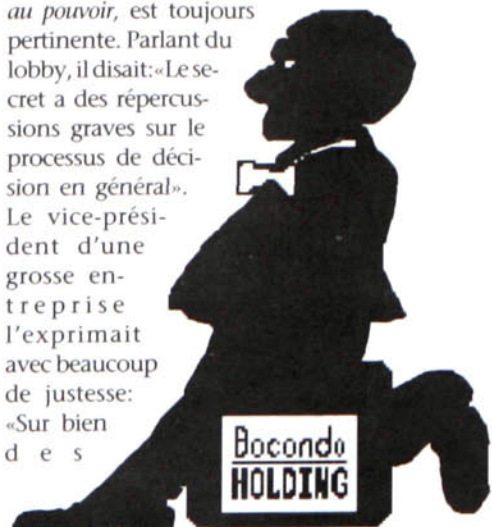
Dans Pointe St-Charles, les militants RCM ont vécu une expérience particulière. Ils ont vendu des cartes de membres, proposé et fait élire un candidat provenant de leur rang. Marcel Sévigny est finalement devenu conseiller municipal. Son attitude a été claire dès

le départ: «Je me suis présenté au nom des groupes du quartier. J'ai été élu sur cette base et je fonctionne maintenant avec les mandats que je reçois de la base. Je ne suis pas un représentant de l'administration dans le quartier, je représente le quartier au conseil de ville, affirme-t-il.»

Marcel Sévigny est perçu comme un dissident à l'intérieur et à l'extérieur de l'Hôtel de ville. Il a été l'un des rares conseillers à soutenir les locataires d'Overdale de façon conséquente. Ce conseiller se sent à l'aise au RCM et considère qu'il a la marge de manoeuvre nécessaire pour défendre ses points de vue. Aussi sera-t-il sur les rangs lors des prochaines élections.

Les liens entre les groupes, le conseiller et le RCM, ont été établis dès le départ: respecter les règles du jeu, mais ne jamais mettre de côté l'indispensable travail de mobilisation à la base et **préserver l'autonomie du mouvement communautaire** face au RCM. Le parti est un lieu d'expression des revendications des groupes du quartier et de celles qui concernent les autres quartiers pauvres de Montréal.

Cette expérience a porté fruit, considère Marcel Sévigny. L'un des exemples est la dépollution de terrains du quartier pour faire place à des logements sociaux. «Cette question ne faisait pas partie du programme du RCM, constate le conseiller municipal. Mais devant l'inaction du gouvernement Bourassa et suite aux pressions exercées, l'administration a décidé d'agir. Et ce, même si la dépollution ne fait pas partie, comme telle, des responsabilités d'un gouvernement municipal.»





# TOUR DU QUÉBEC

**P**etite capitale tranquille des Basses-Laurentides, Saint-Jérôme se ferait presque oublier du panorama québécois, si ce n'était que la pauvreté et les problèmes sociaux y voisinent de plus en plus ostensiblement le développement urbain de luxe et une population huppée.

Saint-Jérôme est devenue une société duale. Ici comme ailleurs, ce sont surtout les jeunes qui sont touchés: décrochage scolaire, suicide, appauvrissement des jeunes femmes cheffes de famille, violence conjugale, chômage...

## REBÂTIR LE TISSU SOCIAL

«Le problème, nous dit un *vieux* militant de la région, Paul-André Boucher, ex-leader de Tricofil, c'est que ça dérange encore trop peu de gens. Beaucoup voient bien qu'il faut faire quelque chose, mais ils sont happés par le système économique qui laisse bien peu de place et donne bien peu de chances à quelqu'autre projet social. Aussi, malgré la quarantaine

# PAUL-ANDRÉ BOUCHER: DE SAINT-JÉRÔME À MONTRÉAL ET VICE-VERSA

JEAN FOREST

d'organismes communautaires de toutes orientations que l'on retrouve dans le grand Saint-Jérôme, nous en sommes venus au constat qu'il faut rebâtir un tissu social de base. C'est-à-dire amener des citoyens-nes, jeunes surtout, à réfléchir sur les valeurs fondamentales d'une société juste et égalitaire et à s'engager, à prendre les moyens de la promouvoir et de la mettre en place.»

La nouvelle pauvreté a jeté à nouveau dans la mêlée ce pionnier des coopératives de travail dans la région. «Moi aussi, j'ai pris une pause après la fin de l'aventure Tricofil au début des années '80, après avoir contribué à mettre sur pied le Comité provincial des coopératives de travail, reconnaît Paul-André Boucher. Mais depuis trois ou quatre ans, je m'implique concrètement à Saint-Jérôme, avec le C.J.S. et Alliance Nord-Sud.»

## LA PRODUCTION COOPÉRATIVE: UNE ALTERNATIVE

La Coopérative Jeunesse de Services (CJS) a pour objectif de réunir des ressources des milieux coopératif, communautaire, syndical, diocésain et éducatif, dans le but de soutenir le développement d'entreprises coopératives créatrices d'emplois, pour des jeunes âgés de 14 à 18 ans. Alliance Nord-Sud, de son côté, aspire à créer un réseau de distribution de produits coopératifs provenant du Tiers-monde, ainsi que de produits fabriqués par des groupes communautaires de chez-nous.

On le voit tout de suite, les deux groupes ont des liens directs avec l'éthique sociale chère à Paul-André Boucher: celle qui intègre le travail aux multiples dimensions de la vie et de la réalité des personnes.

Si Alliance Nord-Sud est un groupe populaire local typique de Saint-Jérôme, le CJS est, par contre, issu de la nouvelle orientation du Comité provincial des coopératives de travail, qui loge toujours au 3424 est, rue Ontario, à Montréal, mais qui a changé de nom pour celui de *Regroupement québécois des coopératives et coopérateurs du travail* (RQCCT).

Allant de Saint-Jérôme à Montréal, chaque semaine, Paul-André Boucher observe actuellement un regain de la vie communautaire. «Même si, précise-t-il, c'est toujours difficile de mobiliser les gens». 15



PHOTOS DANIEL LEGALIT



VO n. 226 Septembre - octobre 1990

# SIDA: UN TREMBLEMENT DE TERRE

GILLES DUGAL

«C'EST DRAMATIQUE QUE MA FILLE COMMENCE SA VIE SEXUELLE AVEC UN CONDOM». «CE N'EST PAS PLUS DRAMATIQUE QUE LE FAIT DE NE POUVOIR SE Baigner DANS LE FLEUVE À CAUSE DE LA POLLUTION», LUI RÉTORQUE LOUIS-MARIE GAGNON<sup>1</sup>. LE SIDA EST UN DÉFI DE SOCIÉTÉ, UN DÉFI COLLECTIF QUI EXIGE DE CHANGER NOTRE FAÇON DE VIVRE, COMME LA POLLUTION L'EXIGE.

**L**e sida rappelle les brutales limites situées au cœur du désir. Les certitudes d'une sexualité sans risques et sans conséquences volent en éclats. Le sens profond de l'échec provient du manque de contrôle sur le monde dans lequel nous vivons. «Se voir ainsi nous donne envie de hurler, de pleurer ou de se terrer dans le silence».<sup>2</sup> La science a perdu le contrôle. La mort fait irruption chez des personnes jeunes au plus vigoureux de leur vie, au creux de leur plus vivante passion. Et ce, au moment où la société masque le mourir. Avait-on oublié que la vie est aussi une maladie transmise sexuellement et qui mène à la mort?

## UN DÉFI SOCIAL

Le sida remet en cause de plein fouet nos rapports à la sexualité, à la marginalité, à la mort. Six à huit millions de personnes atteintes dans le monde, dont quatre-vingt mille déjà décédées d'après les centres fédéraux de contrôle de la maladie. Au Québec il y aurait entre cinq et vingt mille personnes séropositives ou atteintes. «La tuberculose, c'est une maladie de l'âme, le sida une maladie de cul, c'est une maladie de marginalisé, la lèpre du 20<sup>e</sup> siècle, une maladie honteuse, sauf pour les personnes transfusées. Eux ce n'est pas leur faute, ils n'ont pas couru après...», rapporte Louis-Marie.

Le sida questionne nos choix de société. Même si le docteur Jonathan Mann, directeur de l'Organisation mondiale de la Santé, affirme que «les remarquables pro-

grès scientifiques accomplis depuis 1981 nous donnent de l'espoir». Aujourd'hui ajoute-t-il, plus qu'à aucun autre moment de l'histoire, les peuples développent une conscience et une attention qui sont à la fois personnelles, nationales et mondiales<sup>3</sup>. Cela n'a pas empêché le docteur Mann de démissionner, ces jours-ci, de son poste en protestant avec force contre le peu de ressources financières dont dispose l'organisme mondial pour faire son travail! À peu près la même somme que San Francisco consacre à sa lutte contre le sida.

Nos sociétés sont-elles prêtes à couper radicalement dans les dépenses militaires, à cesser d'orienter leur économie au profit d'une classe privilégiée et à investir plutôt cet argent dans la recherche médicale et l'amélioration de la santé publique?

Il faut s'attaquer aux causes de cette épidémie. Les experts soutiennent que, pour installer de nouveaux comportements en matière de santé, cinq facteurs doivent être conjugués: une connaissance rationnelle des faits, un investissement émotionnel, des connaissances pratiques, un soutien communautaire et un dernier facteur crucial: une structure socio-économique et socio-culturelle adéquate garantissant un encadrement favorable ainsi que l'accès aux ressources.

## UN DÉFI ÉDUCATIF

Au début de l'épidémie en 1981, les malades du sida étaient à 85% des personnes homosexuelles. Aujourd'hui, les homosexuels-les représentent 75% des person-

PHOTO: SANTÉ SOCIÉTÉ

nes atteintes. Les personnes hétérosexuelles ne peuvent plus se réfugier dans le «ça ne nous concerne pas». Il faut empêcher les gens d'aller au massacre, ensuite on fera l'éducation, affirme Alain Gignac<sup>4</sup>, en parlant de l'éducation à faire auprès des jeunes.

L'augmentation du nombre de personnes atteintes, âgées de douze à dix-sept ans, est vertigineuse. Alain risque l'hypothèse que ce fait cache une grande culpabilité et un désir de mort. Rappelons-nous que le Québec possède le triste record du nombre de suicides chez les jeunes.

L'information est urgente, elle doit avoir comme objectif de contrer la pensée magique et les croyances erronées. Plus de 39% de la population croit que le sida est guérissable et 24%, que la maladie peut être transmise par des sujets sans signes de maladie.

Les objectifs de la campagne du Comité des personnes atteintes, subventionnée par Santé Bien Être social Canada, est de présenter un visage humain de la maladie. Les personnes atteintes ne sont pas des «sarcomes de Kaposi»<sup>5</sup>, mais des personnes humaines atteintes d'une maladie des plus *décapantes*. Perte d'emploi, perte de l'amant-e, perte du lien avec la famille. Interdiction d'engager un avenir. Un deuxième objectif: supprimer les obstacles, comme les jugements moraux qui empêchent les personnes atteintes de recourir aux services juridiques, médicaux, et psychologiques à leur disposition. Enfin, le dernier est que les personnes atteintes se regroupent avec des pairs. Le soutien réciproque change la perception



de la maladie. Il modifie même l'évolution de celle-ci.

### CHERCHER LA VIE DANS LA MORT

La communauté homosexuelle a été durement touchée. Au moment même où dans certaines sociétés, elle commençait à profiter d'une certaine tolérance de l'opinion publique. En 1986, l'Église officielle a elle aussi frappé, en mettant aux bans les personnes homosexuelles<sup>6</sup>. Par contre, des chrétiens et des chrétiennes se sont solidarisés, des théologiens ont réfléchi une théologie libératrice, et des religieux-euses ont ouvert des maisons pour personnes atteintes.

La communauté homosexuelle a développé une plus grande solidarité, des couples plus nombreux se sont développés, des comportements sexuels majoritairement plus responsables ont été adoptés. La tendresse a pris plus de place dans le langage amoureux. Marie Imbeau, infirmière à St-Luc, déclare pour sa part qu'elle a reçu de patients en phase terminale des témoignages de vies de couple exemplaires, réussies, *questionnantes* pour les personnes hétérosexuelles.

La communauté homosexuelle est très en recherche sur le plan religieux. La méditation, la visualisation, le «healing»<sup>7</sup> et certaines expériences religieuses orientales sont des approches expérimentées. Les arts permettent aussi de découvrir un sens à sa vie. Des artistes ont cessé de créer au moment où ils ont appris qu'ils étaient atteints. Michel Jacques, dominicain, artiste et thérapeute, cherche à ouvrir une maison pour ces personnes, afin de leur permettre de créer à nouveau, de s'exprimer et d'accéder ainsi à la transcendance.

«La religion catholique romaine, c'est notre culture religieuse». Les gais ne veulent pas fonder leur Église, mais faire partie à part entière de l'Église. Ils ont besoin de se faire dire par un prêtre que Dieu les aime.<sup>8</sup> Léo Paul Jacques pratique un ministère œcuménique et créatif. Il animait le 10 juin 1989, à l'Oratoire, une célébration dans le cadre du congrès international sur le sida. Le 20 mai dernier, c'était pour commémorer le souvenir des personnes atteintes décédées. Il insiste beaucoup sur la tolérance à développer envers les personnes atteintes. Dieu a créé toute personne à son image, «lui seul connaît la droiture de leur cœur», pro-

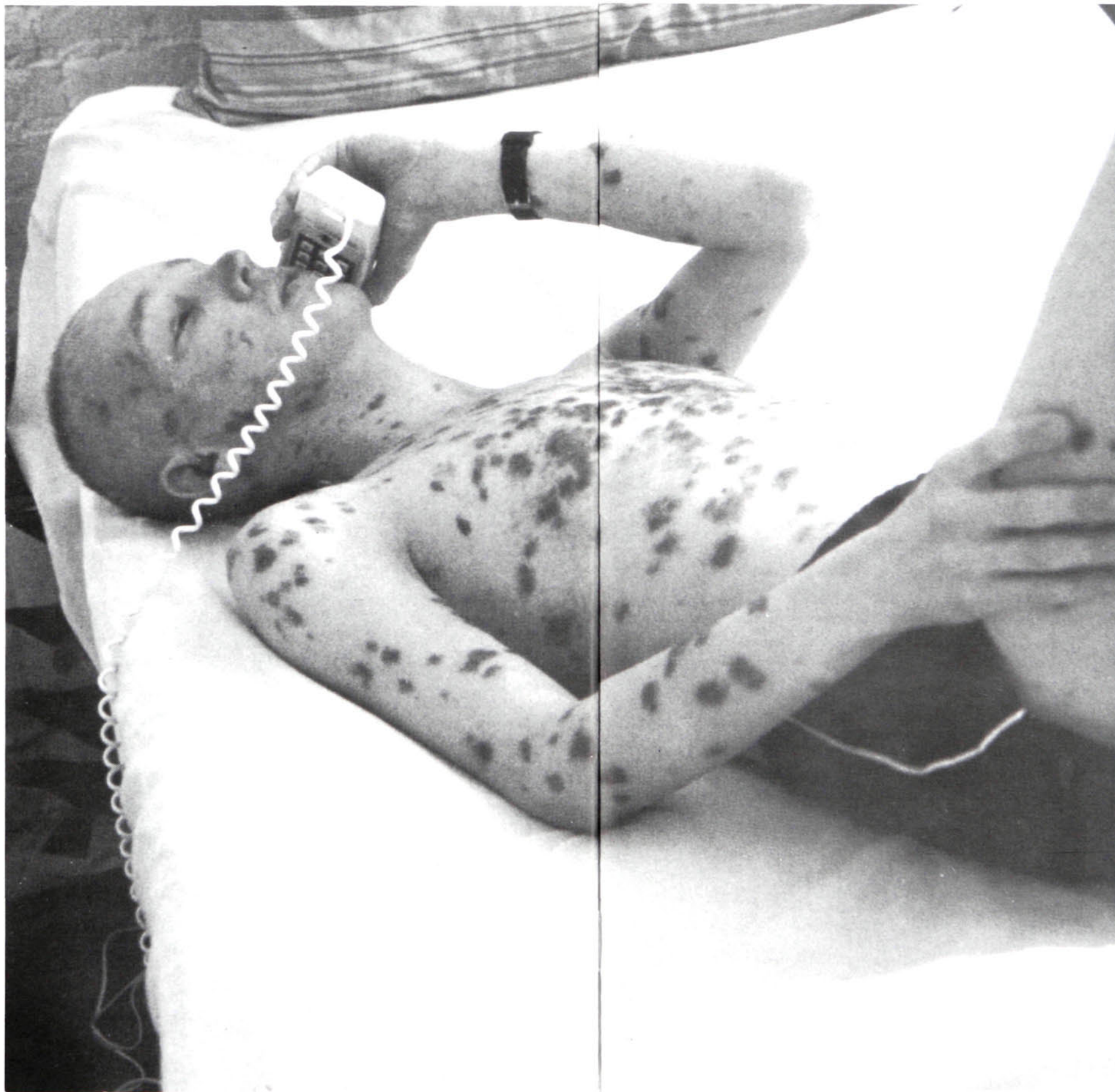


PHOTO ALON REININGER ET RICHARD NAYES - AGENCE CONTACT

clame-t-il lors des funérailles. Les défis de taille que la maladie impose à notre être font appel à nos sentiments de compassion, de sollicitude et de solidarité humaine. Il faut accepter d'accompagner et de partager le «temps» des personnes atteintes. La mort et le deuil confinent chaque malade dans la solitude et l'intimité. De quelle solidarité sommes-nous capables? «Le silence c'est la mort, l'action c'est la vie», scandent les militants gais. 17

- 1 Louis-Marie Gagnon, responsable des soins infirmiers à la maison Nazareth et président de Dignité francophone.
- 2 Léo Paul Jacques, prêtre bénévole au comité Sida-aide Montréal, et permanent au Comité québécois de coordination sur le sida.
- 3 *Le Devoir*, 17 octobre 1989.
- 4 Coordonnateur au Comité des personnes atteintes du virus d'immuno-déficience acquise.
- 5 Cancer de la peau assez fréquent chez les personnes atteintes.
- 6 *La pastorale à l'égard des personnes homosexuelles*, document de la Congrégation pour la doctrine de la foi.
- 7 Une approche globalisante qui favorise la guérison par la volonté.
- 8 Louis-Marie

## POUR EN SAVOIR PLUS

**Centre fédéral sur le sida-vidéo, *Le sida il faut que je t'en parle*, document éducatif fait pour les jeunes.**

**301 rue Elgin Ottawa K1A 0L3. Tél: (613) 957-1772.**

**Comité Sida Aide Montréal C.-SAM, tél: 282-9888, et Comité des personnes atteintes, 3600 Hôtel-de-Ville, Montréal, H2X 3B6. Tél: 281-8004.**

**Centre de prévention et de dépistage anonyme Sida Centre-Ville. Tél: (514) 861-6644.**

***Je fais le point sur le sida*. Le Dr Louise Charbonneau, de la Clinique des jeunes St-Denis, répond aux questions des jeunes. Bande vidéo disponible gratuitement dans les DSC et les CLSC.**

**Frontières-UQAM, automne '89, Guy Ménard. *Une spiritualité au temps du sida*, pp.12. à 17.**

Le lieu de rencontre  
des gens d'action



Un centre de formation  
au service des groupes

1212, rue Panet, Montréal,  
H2L 2Y7  
(514) 524-3561

**Nouvelles  
Frontières**

librairie et diffuseur

• livres de réflexion  
et d'analyse sociale

• Revues et livres  
publiés en URSS

185, Ontario est (métro Berri) ☎ 514 844-3636

**AVIS AUX ABONNÉS-ES**

L'assemblée générale d'orientation  
de *Vie Ouvrière* aura lieu  
le 13 octobre 1990 de 9 h. à 16h.,  
au 7400 boul. Saint-Laurent,  
à Montréal.

Condition de participation:  
devenir membre de la Corporation  
(10\$ individus; 50\$ corporation).

**AUSSI AGRÉABLE À VOIR QU'À LIRE!**

**Liste des PRINCIPAUX POINTS DE VENTE du MAGAZINE VO**

**AYLMER**

Librairie au point, 200 Principale

**CHICOUTIMI**

Le Bouquiniste, 392 Racine E.  
Tabagie Place du Royaume

**GRANBY**

Presse Boutique, 98 Principale

**JOLIETTE**

Librairie René Martin, 598 St-Viateur

**MONTREAL**

City Mag, 370 Ste-Catherine O.  
Coop UQAM  
Le stand, 4040 St-Laurent  
Librairie Champigny, 4474 St-Denis  
Librairie du Square, 3453 St-Denis  
Flammarion, Place Montréal Trust  
Flammarion Leméac, 371 Laurier O.  
Hermès, 1120 Laurier O.  
Renaud-Bray (Lettre & Sons) 1005 Laurier O.  
Olivieri, 3527 Lacombe  
Renaud-Bray, 5219 Côte-des-Neiges  
Librairie Université de Montréal  
Maison de la Presse Intern., 550 Ste-Catherine E.  
Maison de la Presse Intern., 1393 Ste-Catherine O.  
Maison de la Presse Intern., 1645 Ste-Catherine O.  
Maison de la Presse Intern., 360 Mont-Royal E.  
Maison de la Presse Intern., 1371 Van Horne

Maison de la Presse Intern., 5149 Côte-des-Neiges

Multimag, 1570 Maisonneuve O.  
Multimag, 2175 Ste-Catherine O.  
Multimag, 5265 Ch. Queen Mary  
Tabagie Le Tabassoir, 425 Mont-Royal E.  
Tabagie St-Charles, Longueuil  
Tabagie Vardon, 40 rue Greene, St-Lambert  
Variétés Lux, 5220 St-Laurent  
Presse Boutique, 826 Ste-Catherine E.  
Presse Boutique, 920 Mont-Royal E.  
Presse Boutique, 3556 St-Laurent  
Presse Boutique, 1226 Greene, Westmount  
Librairie Gallimard, 3700 St-Laurent  
Librairie Zone libre, 262 Ste-Catherine E.  
Le Drug, 400 Laurier O.  
Librairie Demarc, Place Desjardins  
Librairie Raffin, 6799 St-Hubert  
Coop CEGEP Maisonneuve  
Coop CEGEP Rosemont

**OTTAWA**

Librairie de la Capitale, 75 rue Elgin  
Globe Mags, 57 William  
Maison de la Presse Internationale, 100 Bank  
Librairie Universitaire, 85 Haste

**QUÉBEC**

Ciné Vidéo Club International, 1019 Cartier  
Librairie Générale Française, 10 Côte-de-la-Fabrique  
Librairie Laliberté, 3020 ch. Ste-Foy  
Librairie Pantoute, 1100 St-Jean

Maison de la Presse Internationale, 1150 St-Jean

Tabagie Giguère, 59 rue Buade  
Tabagie St-Sacrement, 1360 ch. Ste-Foy  
Les Magazines Lecto, 893 Grand Jean  
Coop CEGEP FX Garneau

**RIMOUSKI**

Tabagie Hôtel-de-Ville, 214 de la Cathédrale  
Librairie Blais, 212 de la Cathédrale

**RIVIÈRE-DU-LOUP**

Coop CEGEP Rivière-du-Loup

**ROUYN**

Coop CEGEP Abitibi

**SHERBROOKE**

Presse Boutique, 76 King O.  
Les Biliairies GGC

**ST-JÉRÔME**

Librairie Communautaire des Laurentides, 435 Fournier

**TROIS-RIVIÈRES**

Lib-Fac, 3351 boul. des Forges  
Presse Boutique, 3760 boul. des Forges

**VALLEYFIELD**

Librairie Boyer, 10 Nicholson

**VILLE LORRAINE**

Librairie Belles-lettres, 95 de Gaulle

V O C O 2 2 6 s e p t e m b r e - o c t o b r e 1 9 9 0



**RÉCUPÉRONS NOTRE PLANÈTE**

**E/CEQ**

Quelle que soit la nature de  
votre travail ? qu'il soit sta-  
ble ou précaire ? manuel  
ou intellectuel ? physique  
ou informatisé ? répétitif  
ou changeant ? tradition-  
nel ou nouveau ? rare ou cou-  
rant ? reconnu ou mécon-  
nu ? vous trouverez dans la  
CSN des gens comme vous  
? qui viennent y chercher  
la même expertise et le mê-  
me soutien pour les mêmes  
raisons que vous ? des gens  
qui se regroupent  
pour améliorer leur  
sort et se faire respec-  
ter dans leur travail ?

